

Dagan Yaël, *La NRF entre guerre et paix, 1914-1925*,
Paris, Tallandier, 2008, 427 p., 22 €.

Nicolas Beaupré

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2011/4 n° 112 , PAGES 193ZG À 226ZG
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724632095

DOI 10.3917/vin.112.0193zg

Date de mise en ligne : 23/11/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2011-4-page-193zg?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Empires

CHATRIOT ALAIN et GOSEWINKEL DIETER (dir.), *Koloniale Politik und Praktiken : Deutschlands und Frankreichs, 1880-1962. Politiques et pratiques coloniales dans les empires allemands et français, 1880-1962*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010, 299 p., 49 €.

Ce ne sont pas des spécialistes d'histoire coloniale et postcoloniale qui éditent cet ouvrage en deux langues, mais les animateurs du groupe d'histoire sociale comparée franco-allemand, à l'origine d'une rencontre de jeunes chercheurs à Berlin en 2008. Outre la qualité de chaque contribution, ce livre est précieux car il réunit, chose rare, des chercheurs issus d'historiographies habituellement cloisonnées et donnant lieu à peu de traductions d'un pays vers l'autre. La bibliographie commune en fin d'ouvrage apparaît ainsi grammaticale.

L'histoire coloniale et postcoloniale connaît pourtant un essor en France comme en Allemagne depuis les années 1990 et un des points communs entre les deux pays est de porter un regard critique sur la période des empires. L'introduction claire d'Alain Chatriot et Dieter Gosewinkel confronte les évolutions de ce champ historiographique dans les deux pays, en rappelant l'inégal poids de leur passé colonial. La brièveté de l'Empire colonial allemand (1884-1919) explique que les colonies n'aient pas laissé la même empreinte dans l'histoire nationale. En Allemagne, la période coloniale n'a pas marqué les trajectoires et la mémoire de personnes encore en vie aujourd'hui. Et les immigrés viennent essentiellement de territoires où la RFA n'a jamais possédé de colonies. Une fois posé ce cadre comparatif, les contributions sont classées selon six thématiques (inégalement fournies) : les adminis-

trations coloniales, les questions religieuses, les questions économiques, les violences coloniales, les difficultés des décolonisations, enfin les représentations et pratiques coloniales.

L'ambition du recueil est de se situer dans une approche d'histoire comparée, d'histoire collective ou d'histoire croisée, correspondant à un angle mort historiographique et ouvrant à l'avenir sur une recherche s'affranchissant des frontières nationales. Le pari est-il réussi ? La plupart des articles parvient à intégrer cette perspective. Les plus convaincants dans cette direction sont peut-être ceux qui osent explicitement la comparaison : ainsi Jonas Kreienbaum, qui propose de revenir sur la discussion autour du génocide commis par les troupes coloniales allemandes à l'encontre des Herero (1904-1907). Celui-ci a alimenté tout un débat sur les éventuelles lignes de continuité dans la violence exterminatrice allemande jusqu'à Auschwitz. En comparant ce génocide aux massacres perpétrés par d'autres puissances coloniales, notamment lors des guerres américano-philippine (1899-1902) et italo-libyenne (1911-1932), il montre que l'escalade de la violence ne constitue pas une singularité allemande, mais qu'elle est inhérente au colonialisme occidental. Si la plupart des autres contributions ne mènent pas d'analyse strictement comparative, elles se réfèrent néanmoins ponctuellement aux expériences coloniales voisines. Ainsi Franck Raimbault fait-il ressortir l'originalité des pratiques coloniales allemandes en Tanzanie entre 1891 et 1914 par rapport au Kenya sous domination britannique : les Allemands n'ont pas promu une « ethnisation » de la société, mais ont cherché à utiliser la culture swahilie et la religion musulmane comme outils d'ingénierie sociale pour faciliter l'intégration des migrants dans la capitale de Dar es Salaam. De même, à la fin de son article consacré aux « camps de regroupement » des popula-

tions en Algérie mis en place par l'armée française entre 1954 et 1962, qui ont concerné plus de deux millions d'individus, Moritz Feichtinger esquisse une comparaison avec la politique britannique poursuivie en Malaisie entre 1948 et 1960. D'autres contributions réfléchissent dans le cadre d'une histoire collective convaincante : ainsi Séverine Antigone Marin, qui analyse l'économie cotonnière coloniale au début du 20^e siècle, montre comment les puissances européennes prennent progressivement conscience, malgré leurs rivalités coloniales, d'une identité commune face au redoutable concurrent américain en matière d'exportations. Un autre exemple est l'analyse d'Urban Vahsen sur les relations entre la CEE et l'Afrique subsaharienne en voie d'émancipation : en 1958, les territoires coloniaux de la France, de la Belgique et de l'Italie sont « associés » au Marché commun et bénéficient d'aides financières *via* le Fonds européen de développement.

L'ensemble constitue un exemple réussi de dialogue entre chercheurs français et allemands, qui en appelle d'autres. Une carte de l'Afrique coloniale aurait pu agrémenter l'ouvrage.

Marie-Bénédicte Vincent

PELLISSIER PIERRE, *Fachoda et la mission Marchand, 1896-1899*, Paris, Perrin, 2011, 380 p., 22,90 €.

Sur une carte de l'Afrique, deux lignes se croisent : du nord au sud, d'Alexandrie au Cap, le tracé du chemin de fer britannique rêvé par sir Cecil Rhodes, de l'ouest à l'est l'axe Dakar-Djibouti reliant l'Afrique occidentale française à la côte des Afars et des Issas. Au point de rencontre de ces deux lignes, un poste militaire sur le Nil blanc, abandonné par les Anglo-Égyptiens depuis la révolte mahdiste de 1885 : Fachoda.

La crise de Fachoda se résume souvent à ce schéma bien connu. Elle a failli mener la France et l'Angleterre à la guerre dans un contexte d'extrême ferveur nationaliste de part et d'autre de la Manche. Elle éclate quelques années après la Conférence de Berlin (1884-1885), alors que les rivalités coloniales en Afrique atteignent un paroxysme. L'Égypte, placée sous la tutelle de fait

du Royaume-Uni, a été chassée du Soudan. Un vide est créé au cœur de l'Afrique où s'affrontent deux impérialismes : le Royaume-Uni d'un côté ne peut accepter de perdre le contrôle de la vallée du Nil, la France de l'autre veut contrarier l'impérialisme britannique et cherche à désenclaver ses possessions d'Afrique centrale.

C'est dans cet esprit qu'est montée, avec le soutien du lobby colonial et l'aval du ministre des Affaires étrangères Hanotaux, la mission Marchand. Conduite par un jeune capitaine de l'infanterie de marine (Jean-Baptiste Marchand est né en 1863), la mission mettra plus de deux années pour gagner Fachoda à travers la forêt équatoriale. Quelques semaines après son arrivée, après avoir repoussé victorieusement une attaque des mahdistes, elle voit arriver les forces, supérieures en nombre et en puissance de feu, du sirdar Kitchener. Pendant trois mois, entre septembre et décembre 1898, les troupes se font face.

La crise se règle à Paris, entre le ministre français des Affaires étrangères Delcassé et l'ambassadeur britannique Monson qui relaie les instructions de son Premier ministre Lord Salisbury. Cette négociation est un cas d'école pour diplomates : il s'agit d'éviter la guerre avec le Royaume-Uni, qui détournerait la France de l'Alsace-Lorraine, sans nourrir le sentiment d'impuissance et d'humiliation de la droite nationaliste prise un instant par la tentation de trouver en Marchand un nouveau Boulanger. Delcassé relève le défi et réussit, six ans à peine après Fachoda, à conclure avec Londres en 1904 une Entente cordiale. Cette réconciliation se fait toutefois sur le compte de la mission Marchand, contrainte à une retraite sans gloire par l'Abyssinie.

À la différence de Marc Michel (*Fachoda : guerre sur le Nil*, Paris, Larousse, 2010), Pierre Péliissier qui n'est pas historien de formation ne replace pas suffisamment l'affaire de Fachoda dans son contexte historique. Il utilise les carnets de route des différents protagonistes de la mission pour en relater toutes les étapes. Grâce à lui, on revit la marche épuisante à travers la forêt gabonaise, la traversée harassante des marais du Bahr-el-Ghazal, l'attente fébrile à Fachoda. Il rend vivace

cette odyssee mais n'en éclaire pas suffisamment la raison d'être.

Yves Gounin

COQUERY-VIDROVITCH CATHERINE, *Petite Histoire de l'Afrique*, Paris, La Découverte, 2011, 224 p., 15 €.

Catherine Coquery-Vidrovitch, avec cette *Petite Histoire de l'Afrique*, nous offre un ouvrage dense, vif, stimulant et accessible au « grand public ». L'ouvrage est en effet gouverné par deux principes : tout d'abord faire pièce aux stéréotypes habituels qui parasitent la perception, en Occident, du continent ; ensuite faire vivre la complexité de l'histoire africaine et démontrer sa centralité en plusieurs domaines au sein de l'histoire mondiale.

Malgré quelques bémols, le pari est réussi. L'ouvrage s'ouvre sur une première partie, « Méthodes et sources », qui permet à l'auteure à la fois de revenir sur l'origine des archétypes réduisant les Africains au statut de « race inférieure », mais aussi de présenter l'extraordinaire variété des sources historiques auxquelles s'adosent les recherches sur le continent. Les chapitres suivants, chrono-thématiques, éclairent successivement « Les origines » et « L'environnement et les peuples », permettant au passage de révéler que l'Afrique a l'histoire la plus ancienne du monde ; puis nous sommes amenés à comprendre « L'évolution des structures sociales », décrivant habilement les caractéristiques essentielles de celles-ci sans rien omettre des différents niveaux d'inégalités et enfin « L'Afrique dans l'histoire de la mondialisation », ce chapitre démontrant brillamment la centralité africaine dans la circulation des matières premières ou de la main-d'œuvre. Les chapitres suivants sont plus directement chronologiques, partant des « Grandes étapes de l'histoire africaine jusqu'au XVI^e siècle » pour s'achever avec la partie consacrée à la « Décolonisation et [à] l'indépendance ».

Combinant explication générale et concentration sur des situations particulières (les différents régimes serviles par exemple), ces parties ont le

grand mérite de rendre limpide la complexité de l'histoire africaine, mais aussi, vertu majeure, de s'éloigner de tout européocentrisme (l'Europe n'apparaît véritablement qu'au 16^e siècle). Il est ainsi aisé de relativiser l'épisode colonial au regard de la (très) longue durée de l'histoire africaine, même si Catherine Coquery-Vidrovitch n'occulte rien de sa brutalité traumatisante pour le continent, lourde de conséquences aujourd'hui encore.

Bien sûr, comme en prévient l'auteure elle-même dans l'introduction, les spécialistes pourront regimber sur certains points : des régions semblent avoir été traitées plus complètement (telles l'Afrique de l'Ouest ou l'Afrique du Sud) que d'autres (telle l'Afrique australe) ; certains points (telles les politiques coloniales concernant le statut des « indigènes ») auraient pu être peut-être plus développés. Mais une fresque aussi ambitieuse peut-elle éviter quelques raccourcis ? L'essentiel, assurément, n'est pas là. Il réside dans la richesse d'un livre qui fera découvrir au public la densité de l'histoire africaine, dans un langage clair qui rappelle avec émotion au rédacteur de ces lignes les cours passionnés et passionnants dispensés naguère par l'auteure, dans ce mélange d'érudition ahurissante et de clarté, faisant véritablement vivre, devant soi, l'histoire du continent.

Nicolas Bancel

THANH TÂM PHAM, *Drawing under Fire : War Diary of a Young Vietnamese Artist*, avant-propos de Jessica Harrison-Hall, introduction de Sherry Buchanan, Londres, Asia Ink, 2005 ; traduction française, *id.*, *Carnet de guerre d'un jeune Viêt-Minh à Diên Biên Phu, 21 février-28 août 1954*, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau, avant-propos de Jessica Harrison-Hall, introduction de Sherry Buchanan, Paris, Armand Colin, 2011, 190 p., 19,90 €.

En une bonne centaine de pages judicieusement illustrées par certains croquis et dessins de l'auteur, le carnet de guerre de Pham Thanh Tâm nous plonge dans le quotidien d'un artiste devenu reporter de guerre, engagé au moment de la bataille de Diên Biên Phu dans l'une des sept divisions que comptait alors l'Armée populaire

vietnamienne : la 351^e division de génie-artillerie. Avec un mélange de réalisme, de romantisme et de lyrisme plus vietnamien que communiste, celui-ci y décrit les préparatifs de la bataille, la décision prise par le général Giap de reporter son déclenchement, les trois grandes offensives sur le camp retranché, puis la victoire du 7 mai 1954, le départ ému du champ de bataille et le retour sur Hanoi. Si ce témoignage ne révèle rien de plus que les historiens des guerres d'Indochine ne savaient déjà, il éclaire le vécu des soldats et apporte d'utiles confirmations sur les raisons de l'impensable victoire de cette jeune armée dépourvue de chars et d'aviation.

L'importance décisive conférée à la logistique par le général Giap en est une. Pham Thanh Tâm rappelle les prouesses collectives des artilleurs, des fantassins et des nombreux « travailleurs civiques » affectés au ravitaillement et à la reconstruction des routes, plus tard renforcés par les « troupes artistiques ». Suivis avec admiration par l'auteur, les efforts exceptionnels des soldats qui ont acheminé et camouflé l'artillerie lourde et la DCA ont permis de créer l'une des plus grandes surprises tactiques pour l'adversaire. D'une façon plus inattendue, Pham Thanh Tâm témoigne que, malgré leur détermination, leur endurance et leur rusticité, les soldats ont été ébranlés par l'acharnement des combats, la peur des bombardements et l'omniprésence de la mort. Sans évoquer directement la crise qui a secoué certaines unités lors de la bataille, il suggère pudiquement quelques atteintes au moral et concède des erreurs imputées à l'arrogance. Plus sensible à cet aspect qu'à la tactique militaire, l'auteur se plaît à évoquer les loisirs des soldats entre les combats : parties de cartes, jeux d'échec, lettres aux familles, lectures, chansons, poèmes (qu'il compose aussi lui-même pour galvaniser le moral des troupes), spectacles de chanteuses venues sur le front et qui font naître des sentiments amoureux vite refoulés parmi ces hommes très jeunes, de condition modeste, éloignés de leurs familles.

Dans ce carnet opportunément exhumé par Shery Buchanan, Phan Tam Pham livre, en définitive, une vision plus incarnée de la guerre, et sans doute aussi plus universelle : « La camarade-

rie, l'amitié et la solidarité, voilà ce qui compte. » Sans avoir le même degré d'introspection que Dang Thuy Tram – cette jeune femme engagée comme médecin sur le front et tuée d'une balle dans la tête en 1970, dont le journal publié en 2008 a été vendu à plus de quatre cent mille exemplaires en quelques semaines au Vietnam –, sa sensibilité s'accorde mieux aux aspirations actuelles des Vietnamiens, que le lyrisme socialiste en histoire convainc de moins en moins.

Pierre Journoud

Grande Guerre

HORNE JOHN (dir.), *Vers la guerre totale : le tournant de 1914-1915*, Paris, Talladier, 2010, 343 p., 21,50 €.

Les douze contributions réunies par John Horne forment un ensemble relativement cohérent sur le thème de la violence de guerre. Il s'organise en trois ensembles consacrés respectivement aux violences du champ de bataille, à celles subies par les civils et les prisonniers de guerre et au génocide arménien.

Le premier n'est pas le plus convaincant, bien qu'il soit fort intéressant. L'irruption de la violence sur le champ de bataille (Stéphane Audoin-Rouzeau), le passage de la guerre de mouvement à la guerre de positions, tant du côté allemand (Anne Duménil) que français (John Horne) ou « l'escalade » des sciences et techniques des deux côtés (Anne Rassmussen) apportent sur plusieurs points des précisions intéressantes. La résistance aux conditions nouvelles du conflit de la culture militaire et de l'imaginaire de la guerre préexistants fait de ces deux premières années de guerre des années d'apprentissage. Mais s'il y a bien un tournant en 1915, il y en aura d'autres par la suite, et Anne Duménil écrit même que le tournant décisif viendra plus tard (p. 71). La vraie rupture est la guerre elle-même, avec son cortège de morts militaires et civiles dès les premiers mois de 1914. Stéphane Audoin-Rouzeau a raison de le souligner (p. 52) : le processus de totalisation du conflit s'est joué dans un temps court, celui des

premiers mois de la guerre. C'est pourquoi il était pertinent d'évoquer un tournant de 1914-1915, plutôt qu'un tournant de 1915.

Avec la seconde partie, on quitte le champ de bataille. Sophie de Shaepdrijver dresse un tableau très concret des occupations allemandes en Europe et surtout en Belgique, tandis qu'Annie Deperchin et Laurence van Ypersele montrent comment le pouvoir occupant s'affranchit du respect proclamé des droits et recourt à la force parce que plus utile. Elles notent au passage comment, dans les discussions de La Haye en 1907, les Allemands se pensaient spontanément comme des occupants, et les Français comme des occupés. Gerd Krumeich retrace l'évolution de la guerre sous-marine jusqu'à ce qu'elle devienne totale en 1917 et s'intéresse au blocus, un sujet trop négligé : la violence qu'il fait subir aux civils allemands constitue pour l'état-major une justification du torpillage de tous les navires qui approvisionnent les alliés. Le chapitre de Peter Holquist sur les violences inouïes de l'armée russe envers les juifs en 1915 et celui de Heather Jones sur le typhus dans les camps allemands de prisonniers traitent également de sujets très neufs. Ici encore, les représentations tiennent une grande place, que ce soit pour expliquer la façon dont les Allemands réagissent à l'épidémie, ou l'usage qu'en fait la propagande alliée.

Le génocide arménien de 1915 constitue une indiscutable rupture, et c'est à très juste titre que cet ouvrage l'intègre à l'histoire de la Grande Guerre. Le chapitre de Donald Bloxham sur ses causes immédiates, celui de Hamit Bozarslan sur le discours d'Union et Progrès autour de l'extermination des Arméniens, celui enfin d'Annette Becker et Jay Winter sur les réactions très négligentes de l'opinion internationale au génocide, mobilisent l'apport des recherches récentes et constituent des synthèses qu'on appréciera. Ils expliquent notamment pourquoi la reconnaissance de la réalité de ce génocide rencontre autant de difficultés.

Dans sa conclusion, Jean-Jacques Becker relève qu'avec la guerre de 1914-1918, l'extermination d'une population entière devient un objectif envisageable. Là réside bien, en effet, la nouveauté

radicale à laquelle ce conflit ouvre le monde du 20^e siècle.

Antoine Prost

ROYNETTE ODILE, *Les Mots des tranchées : l'invention d'une langue de guerre, 1914-1919*, Paris, Armand Colin, 2010, 286 p., 22 €.

Sur ce sujet fort intéressant, Odile Roynette apporte beaucoup. Elle revisite les lexicographes contemporains de la guerre, notamment Albert Dauzat et Gaston Esnault, en s'attachant à la façon dont ils ont collecté leurs informations. Son analyse des usages de la langue des tranchées par les écrivains, quoique limitée à Galopin, Benjamin, Barbusse, Dorgelès, Genevoix et Arnoux, est attentive aux procédés qui font la différence entre une œuvre littéraire et un pur témoignage. Surtout, dans un long chapitre central (p. 101-180), elle retrace les étapes de la constitution du vocabulaire des tranchées. Une première strate est un héritage de l'armée royale (« frichti », « loustic », etc.), enrichi et remodelé par la Révolution et l'Empire (« pékin », « passer l'arme à gauche », etc.). Une seconde strate se constitue au temps de l'armée de métier, entre 1840 et 1870, avec notamment des emprunts à l'arabe liés à la guerre de Crimée ou à la conquête de l'Algérie (« arbi », « gourbi », « razzia », « kif-kif », « turcos », etc.). La langue militaire est alors assez vulgarisée pour être intégrée, non sans une censure de bienséance, au Littré et au Larousse. Une troisième strate se constitue sous la République, avec la généralisation du service militaire qui vulgarise l'argot des casernes. On y retrouve des termes marqués par l'expérience coloniale, maghrébine (« toubib », « nouba », « ramdam »), mais aussi indochinoise ou africaine (cagna, dingue).

Dans ce lexique, Odile Roynette fait la part avec discernement de ce qui relève de l'argot militaire, de l'argot parisien, ou parfois des parlers régionaux, et de ce qui est création linguistique propre à la guerre. Elle dresse l'inventaire des termes inventés pour nommer les réalités de 1914-1918, désignant les obus et les canons par leur calibre ou par des mots propres (« crapouillot », « mar-

mite », etc.)¹. Elle montre comment les aviateurs ont fait leur une partie du vocabulaire des cavaliers devenus inutiles. Elle n'a garde d'oublier le lexique du sexe et de l'ordure. Attentive à la chronologie et aux milieux particuliers, elle date et localise l'apparition de certains termes, ce que prolonge le chapitre suivant, consacré à la façon dont les soldats se sont approprié cette langue. Le dernier chapitre s'interroge sur les usages de ce vocabulaire dans la correspondance de Jules Isaac et de sa femme, dans le journal d'Yves Congar et dans les discours de Georges Clemenceau.

Cet ouvrage, plaisant à lire, n'est pas une simple analyse du langage des tranchées : il en propose une interprétation qui tourne parfois à la surinterprétation. Voici par exemple un capitaine qui écrit à Albert Dauzat qu'il lui enverrait bien ses mots en transcription phonétique (p. 59). Odile Roynette commente ce texte en disant que ce correspondant « en accord avec ses hommes, n'envisage de livrer ses mots qu'en langage phonétique, afin d'échapper à la censure ». C'est là pure hypothèse. Rien, dans le texte cité, ne permet d'affirmer ni qu'il soit en accord avec ses hommes, ni que l'objectif soit d'échapper à la censure. Le « ne [...] que [...] afin de » est d'Odile Roynette, pas du texte. Les censeurs connaissaient les mots des tranchées, et l'on cherche en vain dans l'index fort utile de ce livre les termes qui auraient appelé un camouflage phonétique. Il est plus simple d'imaginer que, répondant à un linguiste, ce capitaine, qui mentionne deux types différents de transcription phonétique, veut montrer sa propre culture linguistique. De même, on peut convenir que la banalisation du trivial et de l'obscène traduise la dégradation des choses et des êtres dans et par la guerre, encore que ce langage de « corps de garde » soit un caractère assez général des parlers populaires entre hommes. De là à y voir un processus de « *négociation intime* » (italiques du texte,

p. 207) au terme duquel les combattants auraient accepté de combattre et d'endurer les épreuves qu'ils affrontaient, il y a un saut du linguistique au psychologique que rien n'autorise. On peut faire l'économie de cette hypothèse : placés dans une situation qu'ils ne pouvaient changer, les combattants se sont adaptés sans trop délibérer en adoptant le parler de leur condition, comme les règles et pratiques de leur nouveau métier.

Ce livre pose un second problème. Il démontre l'existence d'une pluralité de parlers : certains empruntent des termes cht'i ou bretons, d'autres non ; certains apparaissent précocement, d'autres plus tard. Odile Roynette ne manque pas de le signaler avec finesse. En même temps, elle pose l'existence d'une langue de guerre au singulier qui est un maillon « du vaste processus de fabrication du consentement » (p. 77). Mais comment passe-t-on du pluriel au singulier ? Le premier chapitre confronte le vocabulaire des journaux de l'arrière et de ceux des tranchées pour montrer la circulation de ce langage. Assurément, il existe une porosité entre le parler des poilus et celui des civils. Mais comme l'étude n'est pas systématique et que les corpus ne sont pas clairement définis, dans leurs supports et leur périodisation, on ne peut savoir quels sont les termes communs et les termes propres, ce qui interdit de conclure sur l'ampleur des différences entre les langages de l'arrière et du front (ou du moins de ce qui s'en approche) et donc sur leur possible unité. Tout le problème du livre est dans son titre : il y a bien les mots des tranchées, et nous en avons là une bonne analyse, mais il reste à démontrer qu'ils forment une langue de guerre.

Antoine Prost

SMITH LEONARD V., *The Embattled Self: French Soldiers' Testimony of the Great War*, Ithaca, Cornell University Press, 2007, 214 p., 39,95 \$.

Spécialiste de la Grande Guerre, auteur de recherches remarquées sur les mutineries et d'autres aspects de l'histoire française de la Grande Guerre, Leonard V. Smith travaillait depuis longtemps sur la question du témoignage combattant et de sa

(1) Une erreur page 32 : l'arbalète n'est pas un fusil, mais une arme de tranchée, encore nommée sauterelle, qui permettait d'envoyer des grenades à une centaine de mètres. André Pézard a publié des photographies de deux variantes de cette arme (voir André Pézard, *Nous autres à Vauquois*, Paris, Comité national du souvenir de Verdun, 1974, ill. 34 et 35).

réception, en particulier sur Jean Norton Cru dont il est sans doute à l'heure actuelle l'un des meilleurs spécialistes. Auteur de nombreux articles sur le sujet, il nous offre avec ce livre une synthèse de ses recherches qui leur donne toute leur cohérence. L'ouvrage est le bienvenu, apportant, après d'autres livres sur des sujets proches¹, un regard étranger salvateur permettant de dépasser l'irritant et souvent stérile débat franco-français sur la question du témoignage combattant ; un débat que n'ignore du reste pas l'auteur et auquel il ose se confronter frontalement.

Leonard V. Smith défend une thèse à la fois séduisante et plutôt convaincante. Dans la lignée des apports du *linguistic turn*, mais également des travaux de Paul Ricœur, il soutient l'idée que ce n'est pas l'expérience qui crée le témoignage, mais le témoignage et la narration qui contribuent à inventer l'expérience de guerre en tant qu'expérience historique reconnue comme telle. Le témoignage et le récit ne sont donc pas seulement des documents ou des sources permettant d'approcher l'expérience de guerre, ils en sont en quelque sorte, la source même. Le récit de guerre est dès lors une pièce essentielle de la construction des identités combattantes. Son étude, dans cette perspective, doit permettre alors à l'historien de s'affranchir – ou à tout le moins de les repenser – des grands récits de la Grande Guerre comme « tragédie » dans laquelle les soldats sont alternativement des victimes ou des brutes. Cette lecture remet de ce fait fondamentalement en cause la lecture positiviste du témoignage héritée de Norton Cru, dans la mesure où Smith attribue aux textes qu'il étudie des fonctions allant bien au-delà du simple fait de témoigner.

À partir de ces présupposés, Leonard V. Smith organise son étude en quatre chapitres centraux qui forment en fait deux parties. Dans les deux premiers chapitres, il étudie la manière dont ces textes et leurs auteurs rendent compte des expériences centrales que sont l'initiation au combat

et la survie à l'extrême violence de guerre. Pour Smith, le témoignage s'organise notablement autour du récit de rites de passages dont le « baptême du feu » est sans doute le plus central. La mise en récit comme « passage » contribue donc à donner un sens à l'expérience combattante en tant que construction progressive d'une nouvelle identité. La mobilisation correspond à un rite de séparation, suivi à l'arrivée sur le champ de bataille par un « rite de liminalité », c'est-à-dire une initiation douloureuse se traduisant par une transformation du sujet. La sortie de guerre nécessite un « rite de réincorporation » au sein d'un corps social lui-même transformé par la guerre. Smith fait remarquer que cette structure narrative rapproche en fait les témoignages de récits fictionnels et de romans qui adoptent la même structure, ce qui contribue, comme l'avait déjà noté Almut Lindner-Wirsching, à rendre plus poreuse qu'on ne le pense habituellement la frontière entre témoignage et littérature.

Dans le second chapitre, Leonard V. Smith met en évidence une autre fonction qui éloigne elle aussi le témoignage de sa simple fonction documentaire, voire moralisante. Le récit jouerait un rôle selon lui essentiel comme tentative de « maîtrise », de « contrôle » de l'expérience de la « survivance » au-delà de la mort, de la mutilation et de la violence infligée alors même que, justement, ces « expériences réelles de la mort subie, de la mutilation et de la mort infligée résistent au contrôle ». Cette résistance et cette tension « produisent des narrations et des narrateurs instables ». Afin de surmonter cette déstabilisation du récit par ce qu'il doit dire, nombre d'auteurs recourent alors à « de plus large modèles narratifs à même de rendre la guerre compréhensible ». Ce sont ces cadres narratifs qu'explore Smith dans les chapitres suivants de son livre. Dans le troisième chapitre, il fait du récit de guerre le « genre du consentement ». Pour lui, le « consentement » correspond justement à l'un de ces cadres narratifs pouvant donner une cohérence et un sens à ce que la narration ne permettait plus de maîtriser à elle seule. Il montre du reste que le « consentement » comme construction de sens n'est pas

(1) Voir notre compte rendu de l'ouvrage d'Almut Lindner-Wirsching, *Französische Schriftsteller und ihre Nation im Ersten Weltkrieg*, Tübingen, Niemeyer, 2004, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 93, janvier-mars 2007, p. 229-231.

incompatible le moins du monde avec la haine de la guerre. Il est en fait essentiellement une réponse de l'individu comme citoyen-soldat à la totalisation à l'œuvre entre 1914 et 1918. Pour Smith, lorsque cette réponse en vient à être insuffisante, le trauma, comme défaut de sens, fait alors son apparition, un trauma qui, par son caractère itératif, interdit alors à la guerre de jamais finir.

Dans son dernier chapitre, Leonard V. Smith reprend alors le constat déjà fait par d'autres d'une domination du genre romanesque sur le témoignage dans l'après-guerre. Pour lui, le roman est justement le genre par excellence de la recherche de la fermeture, de l'enfermement de la guerre dans une narration possédant un début et une fin. Cela se traduit notamment par un passage du consentement au rejet de la guerre, un rejet qui est à la fois rejet politique et rejet dans un passé qu'on espère à jamais révolu. Mais le trauma comme « désarticulation du temps », qui est aussi le thème central de certaines des fictions d'après-guerre, tout comme le contexte politique de plus en plus tendu des années 1930, rendent de plus en plus difficile l'écriture d'une fin de la guerre. Et si, l'achèvement du conflit se substitue bientôt l'idée, profondément tragique, d'une simple interruption de celle-ci, comme l'écrit Leonard V. Smith, « l'expérience de la Grande Guerre nécessitait quelques explications allant au-delà de la tragédie et de la victimisation ». Ce livre nous dit aussi, à sa manière, que le témoignage de guerre est bien autre chose qu'un simple comput empirique de faits vécus, et bien plus qu'une protestation éthique contre la tragédie de la guerre. Une belle leçon à méditer.

Nicolas Beaupré

LE NAOUR JEAN-YVES, *Désunion nationale : la légende noire des soldats du Midi*, Paris, Vendémiaire, 2011, 190 p., 18 €.

LE NAOUR JEAN-YVES, *Les Soldats de la honte*, Paris, Perrin, 2011, 276 p., 19 €.

Jean-Yves Le Naour consacre deux nouveaux livres à des aspects troubles du premier conflit mondial avec *Les Soldats de la honte*, dédié aux

traumatismes psychiques de guerre, et *Désunion nationale*, qui étudie la « légende noire des soldats du Midi », ces hommes du 15^e corps d'armée faussement accusés d'une lâche reculade en août 1914.

Pourquoi les soldats du Sud de la France ont-ils ainsi constitué au début de la guerre de parfaits boucs émissaires des échecs militaires ? Sur cette question, qui a suscité d'après polémiques ainsi que plusieurs études d'histoire, l'auteur propose d'abord un récit renouvelé des opérations de l'été 1914, convaincant dans l'ensemble, même si l'on regrette qu'un carton d'archives entier soit parfois cité sans plus de précision à l'appui de la démonstration. Il inscrit ensuite l'accusation portée contre les « Midis » dans le temps plus long des stéréotypes régionaux, et même de la haine envers les méridionaux repérable chez certains auteurs et acteurs politiques avant 1914. Il montre enfin les effets durablement douloureux de ces préjugés, tout au long du conflit, quand des soldats du Sud sont insultés ou brutalisés par leurs officiers ou leurs camarades, au seul motif de leur origine et donc de leur lâcheté supposée. C'est l'aspect le plus neuf d'un ouvrage bref au ton vif et enlevé.

Les Soldats de la honte est un travail plus bancal et moins convaincant. Le livre, dépourvu d'introduction, se divise à peu près en deux grandes parties. La première restitue les débats entre médecins français sur les traumatismes psychiques durant la Grande Guerre : les soldats sont-ils des simulateurs ? Leurs affections sont-elles d'origine mentale ou organique ? Peuvent-ils guérir par la persuasion ou la coercition ? Ce dernier enjeu est illustré par l'affaire du zouave Baptiste Deschamps, passé en conseil de guerre en août 1916 pour s'être rebellé contre le « torpillage » électrique qu'entendait lui infliger le docteur Clovis Vincent. La deuxième moitié de l'ouvrage est consacrée à ce scandale (déjà connu par la thèse et les articles de Marc Roudebush) et à ses répercussions politiques. L'ouvrage est cependant peu satisfaisant, d'abord en raison de son traitement des sources. Sa première moitié est presque exclusivement construite sur des citations de médecins, peu probantes car souvent non datées

et jamais contextualisées : la position des auteurs n'est pas replacée au sein d'un champ médical et psychiatrique lui-même jamais décrit de façon rigoureuse. On s'étonne également du manque de dialogue avec une historiographie pourtant foisonnante sur la psychiatrie, la médecine et les sciences en guerre, quelques citations obligées mises à part. Plus profondément, la position choisie par l'historien soulève une question. Comme dans un précédent livre consacré à la justice militaire (*Fusillés*, Paris, Larousse, 2010), l'auteur n'hésite pas à donner rétrospectivement des leçons à ceux qu'il nomme des « bourreaux en blouses blanches » et à leur opposer des démentis, au vrai, bien simplistes : « La guerre rend fou » (p. 20). Les nombreux jugements à l'emporte-pièce contrastent ainsi avec l'absence de descriptions précises, suivies et quantifiées, des pratiques médicales comme des expériences des combattants les ayant subies ; surtout, ils ne permettent pas d'expliquer l'obsession patriotique dont font preuve les médecins durant la guerre.

Faut-il relier ces faiblesses à la prolixité de l'auteur qui, entre 2007 et 2010, a publié dix ouvrages sur la Grande Guerre ? Les deux derniers, en dépit de ces fortes réserves, ont le mérite de rappeler quelles tensions très fortes continuent d'exister sous le vernis de l'Union sacrée. Ils montrent que l'autoritarisme et l'irresponsabilité institutionnelle (du ministre de la Guerre Messimy, accusateur des « Midis » ; de nombreux officiers qui l'imitent ; d'une partie du corps médical ; des autorités politiques qui les « couvrent ») et les scandales qu'elles suscitent sont bien des caractéristiques de la société française en 1914-1918, qui mériteraient des études approfondies et rigoureuses.

André Loez

JULIEN ÉLISE, *Paris, Berlin : la mémoire de la guerre, 1914-1933*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 409 p., 19 €.

Élise Julien avait collaboré à *Capital Cities at War*, l'ouvrage matriciel des monographies comparati-

ves sur la Grande Guerre¹. Nulle surprise donc à ce qu'elle adopte un parti pleinement comparatiste dans l'ouvrage issu de sa thèse de doctorat. Mais elle joue en outre délibérément sur les échelles d'analyse : sa première partie se place au niveau national, la seconde à celui des deux villes capitales elles-mêmes, la troisième explore la diversité des mémoires que nous qualifierions « de proximité ». Son abondante documentation exploite de multiples archives publiques et privées aussi bien que des imprimés, mais elle a aussi beaucoup regardé monuments et statues, attentive à leur symbolique et aux pratiques sociales qu'ils suscitent.

La première partie souligne le contraste entre les deux pays. Du côté du vainqueur, le choix rapide d'une date de commémoration, le 11 Novembre, et d'un lieu, la tombe du soldat inconnu. Chez le vaincu, les divisions politiques sont si fortes et le cadre fédéral si contraignant qu'aucun accord ne se réalise ni sur une date commune à tout le Reich, ni sur le lieu d'un monument national à la mémoire des morts de la guerre. Les péripéties qui finissent en 1932 par l'adoption d'une date commune, que Hitler ne retiendra pas, éclairent d'un jour très cru l'ampleur des divisions politiques et idéologiques de la république de Weimar. Entre la glorification de l'héroïsme qui appelle à la revanche et à l'exploitation pacifiste du deuil, le compromis est impossible. Au passage, Élise Julien montre la précarité de la thèse de George L. Mosse sur la brutalisation des soldats par la guerre, y compris dans le cas allemand pour lequel elle est souvent adoptée un peu vite.

Les capitales ne sont point villes ordinaires. Le local y prend d'emblée une dimension nationale, mais Berlin est capitale à la fois de la Prusse et du Reich, qui s'opposent politiquement. L'aménagement en monument commémoratif du bâtiment dit de la Nouvelle Garde ne met fin au débat ni entre les apôtres de la revanche et ceux de la paix, ni entre les partisans d'un lieu public

(1) Jay Winter et Jean-Louis Robert, *Capital Cities at War : Paris, London, Berlin, 1914-1919*, vol. 2 : *A Cultural history*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

très fréquenté et ceux d'un bois des morts pro-
pice au recueillement. Le monument de Tannen-
berg est trop partisan pour jouer le rôle que prend
en France l'Ossuaire de Douaumont, qu'il aurait
été intéressant ici de prendre en compte. Mais
ni Berlin ni Paris n'érigent de monument à leurs
morts : ou bien l'hommage de la capitale prend la
forme d'un hommage général, anonyme, à valeur
nationale, ou bien il se veut local, individualisé et
il est alors conçu à une échelle infra-urbaine.

D'où la troisième partie, qui compare à partir
d'exemples bien choisis des mémoires de proxi-
mité : celles des établissements d'enseignement,
des hauts lieux universitaires (l'École normale
supérieure de la rue d'Ulm et l'Université de Ber-
lin), des entreprises (Siemens et le Gaz de Paris),
des églises, des quartiers. La principale différen-
ce tient à la forte présence des amicales régimentaires
à Berlin. Plus faibles en France, elles implan-
tent leurs monuments plutôt sur les champs de
bataille ; en Allemagne, elles les érigent en pleine
ville, à proximité des casernes, et elles leur don-
nent une signification patriotique et revancharde.
L'exemple le plus spectaculaire est le monument
à la mémoire des Augustaner, les anciens du régi-
ment de l'impératrice Augusta, véritable défi à la
république de Weimar, que le général Sixt von
Arnim inaugura en 1925 au nom de l'empereur,
avec la participation du président de la Républi-
que, Hindenburg, en uniforme de maréchal. Sans
aller aussi loin, la maxime retenue pour le monu-
ment de l'Université, *invicti victis victuri* (« aux
vainqueurs, les vaincus qui vaincront »), structure
de façon récurrente un discours revancharde, pré-
judiciable à la stabilisation du régime.

Cet ouvrage bien construit, aussi bien informé
sur Berlin que sur Paris, éclairé de cartes judi-
cieuses, apporte une contribution neuve à l'his-
toire urbaine comme à celle de la mémoire de la
guerre. L'index des noms de personnes est beau-
coup trop incomplet pour être utile, et les ima-
ges, qui étaient indispensables, n'ont pas toutes la
netteté souhaitable, mais ces détails n'affectent ni
l'intérêt ni la qualité du livre.

Antoine Prost

Repenser le fascisme

COSTA PINTO ANTÓNIO (dir.), *Rethinking the
Nature of Fascism : Comparative Perspectives*, Lon-
dres, Palgrave Macmillan, 2011, 287 p., 55 £.

António Costa Pinto, professeur de sciences
politiques et d'histoire de l'Europe contempo-
raine, connu pour ses études sur l'autoritarisme
et les transitions démocratiques, réunit dans cet
ouvrage quelques-uns des spécialistes reconnus du
fascisme. L'ouvrage se veut un prolongement en
miroir de la réflexion entamée par Stuart Woolf,
il y a un peu plus de quarante ans (*The Nature of
Fascism*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1968).
Mais loin de ne viser qu'à un état des lieux (prin-
cipales interprétations et objets de recherches), il
entend proposer de nouvelles pistes d'analyses.
Une chose est sûre, le fascisme demeure une thé-
matique de recherche clé, dont l'intérêt ne sem-
ble pas vouloir tarir.

La première partie de l'ouvrage, intitulée
« Fascism and the social sciences », est consac-
rée à un examen critique des interprétations du
fascisme, en particulier à la perspective dite du
« *generic fascism* ». On notera la contribution de
Michel Dobry, qui a l'occasion de reprendre ici
avec beaucoup de finesse son examen critique de
la prétendue allergie française au fascisme (*Le
Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin
Michel, 2003). « Substituer à la pensée classifi-
catoire une *perspective relationnelle*, attentive aux
conjonctures historiques » est à raison l'impéra-
tif constamment réitéré par le politiste français
pour penser différemment l'analyse comparatiste.
Stein Larsen, quant à lui, propose un tour d'hor-
izon des interprétations du fascisme au sein des
sciences sociales et présente une alternative inter-
prétative fondée sur le concept poppérien d'émer-
gence. Il s'agit à la fois de déplacer la focale d'étu-
des, jusqu'ici trop souvent centrées, selon lui, sur
le fascisme italien, et d'explorer de nouveaux ter-
rains analytiquement équivalents. La contribu-
tion de Roger Griffin clôt cette première sec-
tion. Il revient sur le long silence entourant les
études de George L. Mosse et leur redécouverte
actuelle par une historiographie qui tend à cen-

trer la compréhension du fascisme sur ce qu'Emilio Gentile, entre autres, a appelé la « révolution anthropologique du fascisme ».

La seconde partie de l'ouvrage présente quelques nouvelles approches. Kevin Passmore propose une critique des théories du fascisme, en particulier de celle d'Emilio Gentile centrée sur la religion politique, du point de vue d'une approche de genre ; l'idée étant de proposer l'utilisation de méthodes empruntées à l'analyse des rapports de genre pour tenter de comprendre la « nature historique du fascisme ». John Pollard discute des rapports complexes entre fascisme et religion. Roger Eastwell et Giulia Albanese se penchent sur les liens entre l'idéologie fasciste « particulièrement sophistiquée en termes de propagande et de persuasion de masse » et la violence politique. António Costa Pinto analyse les institutions, les élites dirigeantes et les prises de décision politiques au sein des dictatures européennes de l'entre-deux-guerres. Enfin, Aristotle Kallis s'intéresse aux rapports entre fascisme et politiques génocidaires.

Cet ouvrage est sans aucun doute stimulant. Cependant, comme le souligne Adrian Lyttelton dans ses considérations finales, la modestie est de mise. Sa limite principale réside à mon sens dans sa focalisation sur les perspectives culturelle et politique, qui finit par reléguer la dimension sociale à une part trop congrue. Tout se passe comme si la critique, par ailleurs rapide, des approches socio-économiques du fascisme, notamment marxistes, permettait d'en invalider les principaux résultats. Or, rien n'est moins sûr : au terme de cet ouvrage, aucun consensus sur la « nature » du fascisme ne semble heureusement se dessiner, ce qui en fait un objet toujours vivant de réflexion et d'analyse.

Stéphanie Prezioso

COLIN MARIELLA, « *Les Enfants de Mussolini* » : littérature, livres, lectures d'enfance et de jeunesse sous le fascisme, de la Grande Guerre à la chute du régime, Caen, Presses universitaires de Caen, 2010, 387 p., 28 €.

Déjà auteur du livre *L'Âge d'or de la littérature d'enfance et de jeunesse italienne : des origines au fas-*

cisme, publié aux Presses universitaires de Caen en 2005, Mariella Colin, professeur de langue et civilisation italienne à l'Université de Caen, nous offre une étude qui prolonge la précédente. La période étudiée est celle de la Grande Guerre et du fascisme jusqu'à la chute du régime en juillet 1943. Soulignons d'entrée une première qualité du livre : la richesse de l'illustration. On ne compte pas moins de quarante-six pages d'illustrations qui viennent étayer le propos. Le cœur de ce bel ouvrage est l'important enjeu qu'est la jeunesse pour le régime fasciste en vue de sa consolidation et du projet de créer un « homme nouveau », un Italien issu de la matrice fasciste.

L'étude est partagée en quatre parties. La première couvre la Première Guerre mondiale et s'arrête à la suite de la mise en place de la réforme scolaire de Giovanni Gentile en 1923. Mariella Colin y souligne la rhétorique nationaliste préexistante à l'arrivée au pouvoir du fascisme, mais également la place encore laissée à des non-fascistes tel Giuseppe Lombardo Radice, nommé directeur général de l'Instruction primaire et populaire, et l'intérêt qu'eut la réforme de Gentile. « Les programmes de 1923 constituaient une véritable rénovation pédagogique dans l'histoire de l'enseignement primaire italien » (p. 72). La deuxième est formée par les années de transition vers la dictature que sont 1925-1929. S'installent alors, au cœur de la littérature de jeunesse, la glorification de l'italianité à la demande de Balbino Giuliano, nouveau président de la commission de l'Instruction primaire ; la Grande Guerre comme prélude au triomphe du fascisme ; de la révolution fasciste ; le culte du Duce qui, en cas de conflit, « montera à cheval, et nous tous les Italiens, avec tous nos fusils et tous nos drapeaux, nous irons où Il commandera ». La troisième période, marquée par le choix du livre unique dans les écoles en 1930, court des accords du Latran en 1929 au déclenchement de la guerre d'Éthiopie en 1935, moment où se fait plus pesant le ministère à la Presse et à la Propagande devenu, en 1937, ministère de la Culture populaire. L'encadrement totalitaire de la jeunesse s'organise de manière de

plus en plus stricte au travers des organisations de l'Opera Nazionale Balilla, remplacée en 1937 par la Gioventù Italiana del Littorio. Cette fascisation s'incruste jusque dans la littérature enfantine avec la publication d'un *Pinocchio fascista* ou des romans de la renaissance des lettres italiennes en direction de la jeunesse avec des œuvres de Francesco Jovine, Renzo Pezzani, Salvator Gotta et Olga Visentini. Enfin, la dernière période, inaugurée par la nomination du quadrumvir Cesare Maria De Vecchi à la tête du ministère de l'Éducation nationale, court de la conquête de l'Éthiopie à la chute du régime. La radicalisation de « la voie italienne au totalitarisme », pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Emilio Gentile, est illustrée, outre la valorisation de la victoire en Éthiopie et des thèmes impériaux, par un grand colloque tenu à Bologne en 1938, afin de préciser les nouvelles normes exigées par le pouvoir : mise en valeur de l'autarcie, de l'impérialisme, du nationalisme (jusqu'à interdire les publications américaines), du racisme d'État au travers des lois antisémites de l'automne 1938. La guerre, aboutissement des politiques fasciste et nazie, permet à la propagande envers les enfants de se déployer. Certaines œuvres porteraient d'ailleurs à rire si la situation n'était tragique, tel ce scénario de Roberto Sgrilli imaginant un affrontement des braves fourmis italiennes sous les ordres du général Formichino qui mettent en déroute Grilloneri et Cicaloni avec le soutien d'escargots transformés en chars d'assaut.

Traité de la bande dessinée comme de la littérature pour enfant et d'ouvrages destinés à des adolescents, le livre de Mariella Colin approfondit notre connaissance du projet totalitaire fasciste que les travaux de Renzo De Felice, Emilio Gentile et Salvatore Lupo, traduits en français, de Pierre Milza, Marie-Anne Matard-Bonucci, Didier Musiedlak et Jean-Yves Dormagen avaient ouvert à notre compréhension. Il intéressera les historiens de l'Italie contemporaine tout comme les spécialistes de l'histoire de l'enfance et de la culture.

Philippe Foro

Heures noires

LONGERICH PETER, *Heinrich Himmler : Biographie*, Munich, Siedler, 2008 ; traduction française, *id.*, *Himmler*, traduit de l'allemand par Raymond Clarinard, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2010, 917 p., 30 €.

S'attacher à une biographie de Himmler s'apparente de prime abord à une véritable gageure. L'homme, qui s'est progressivement confondu avec la fonction de *Reichsführer-SS* et a associé son nom à la Shoah, a occupé bien d'autres postes : chef de la police en 1936, commissaire pour la consolidation de la nation allemande en 1939, ministre de l'Intérieur en 1943, chef de l'armée de réserve en 1944, sans compter de nombreuses autres prérogatives obtenues au coup par coup.

C'est sous cet angle que ce volumineux ouvrage est sans doute le plus réussi, en permettant de faire le lien entre ces différents domaines d'activités et de dégager une cohérence dans une politique faite d'à-coups, au gré des événements, des rapports de forces, des blocages et des possibilités du moment. Plus que l'idéologue – dont les idées, à l'exception du racisme, n'avaient guère d'épaisseur –, c'est le politique que l'auteur nous montre en action, un politique qui n'avance jamais sans s'être assuré du soutien ou de l'approbation tacite de Hitler. Rien ne prédestinait pourtant ce personnage très peu charismatique à occuper une telle place dans l'histoire. Il doit son ascension d'abord à sa servilité vis-à-vis des caciques du parti, à sa fidélité sans faille envers Strasser puis Hitler, au recours à la violence la plus radicale, et enfin à son caractère dépourvu de génie mais méthodique et méticuleux, jetant les bases d'une politique raciale pensée sur des générations, voire des siècles. L'auteur montre aussi comment certaines de ses directives (notamment celles d'ordre sexuel) ont été le reflet de sa vie privée : immixtion dans la vie intime de ses subordonnés, rejet viscéral de l'homosexualité, encouragement de la natalité en dehors du mariage (à l'époque même où il commençait à mener une double vie).

En dépit de ses qualités intrinsèques et de la somme de travail qu'elle représente, cette syn-

thèse n'échappe pas à quelques critiques. Faute de pouvoir balayer l'ensemble des sources primaires pléthoriques, l'auteur a largement recouru à l'historiographie anglo-saxonne – qu'il maîtrise au demeurant parfaitement –, en négligeant au passage l'apport de l'historiographie française (certes nettement moins étoffée et publiée peu avant l'édition originale de l'ouvrage), ce qui l'a privé d'apports importants. Dans son analyse, l'auteur offre par ailleurs une vision singulièrement unilatérale des relations unissant Himmler à ses subordonnés. Si la plupart de ceux-ci lui devaient leur carrière et parfois aussi leur réhabilitation sociale, l'auteur a fait l'impasse sur la nécessité pour Himmler de satisfaire en retour leurs divers besoins et aspirations (promotions, décorations), sans même parler de la marge de manœuvre bien réelle dont ces hommes disposaient. Enfin, on peut ne pas être d'accord lorsque l'auteur juge « plutôt modeste » (p. 623) le bilan de Himmler en 1943-1945, alors qu'il a largement contribué à étendre le « modèle SS » à la société allemande et à ses forces armées à partir de 1944.

Jean-Luc Leleu

BROWNING CHRISTOPHER R., *Remembering Survival : Inside a Nazi Slave-Labor Camp*, New York, W. W. Norton, 2010 ; traduction française, *id.*, *À l'intérieur d'un camp de travail nazi. Récits des survivants : mémoire et histoire*, traduit de l'anglais par Jacqueline Carnaud, Paris, Les Belles Lettres, 2010, 466 p., 27 €.

Le 8 février 1972, un policier à la retraite, Walther Becker, comparut devant la cour de justice de Hambourg. Il avait été affecté en 1940 dans les villes de Wierzbnik et de Starachowice, au cœur du gouvernement général dans le district de Radom, et avait dirigé de 1941 à 1945 la police de sécurité de la région. Il était jugé pour son implication dans la liquidation du ghetto de Wierzbnik en octobre 1942, opération au cours de laquelle quatre mille juifs furent envoyés directement dans les chambres à gaz de Treblinka et mille six cents internés dans les camps de travail de Starachowice. L'accusation fut alors en

mesure de produire de très nombreux témoins attestant du rôle de premier plan joué par Becker dans la liquidation du ghetto, mais le tribunal acquitta finalement ce dernier au motif scabreux que le témoignage oculaire constituait la plus fragile des preuves à laquelle une procédure judiciaire pouvait être confrontée. Pour réparer ce déni de justice manifeste, l'historien Christopher R. Browning a relevé le défi d'écrire une histoire des camps-usines de Starachowice à partir des seuls témoignages des survivants recueillis de 1945 à 2008, soumis à une saine critique historique ne remettant cependant pas en cause leur valeur heuristique.

Christopher R. Browning renouvelle ici la perspective de l'étude du génocide des juifs en Pologne au moyen d'une histoire très locale. La communauté juive de Wierzbnik- Starachowice fit l'objet d'une procédure d'internement dans le ghetto en relation avec la politique de nettoyage ethnique allemande en Pologne et fut rejointe en 1940-1941 par une autre vague de juifs plus urbanisés et instruits, originaires de Lodz et de Ploeck. En 1942, des réfugiés des bourgs alentours affluèrent à Starachowice dans l'espoir de se procurer une carte de travail et un poste en usine : dans la perspective de la liquidation du ghetto, de nombreux juifs tentèrent alors d'acheter leur droit à la réduction en esclavage, au service de l'industrie d'armement du Reich, pour échapper momentanément à la déportation et à la mort. Dans les camps de Strelnica et de Majówka, édifiés dans la précipitation, les travailleurs forcés juifs furent confrontés à une saleté repoussante et à la technique de domination en usage à l'intérieur du système concentrationnaire, visant à asseoir le pouvoir de quelques détenus fonctionnaires sur la grande masse des internés.

Les Allemands occupent en fait peu de place dans les témoignages des survivants, alors que les relations entre les détenus juifs et les catholiques polonais restèrent frappées du sceau de l'ambiguïté et de la complexité. À la différence des camps de concentration ordinaires, où les détenus étaient déracinés dans un environnement totalement hostile, ceux des camps-usines originaires de Wierzbnik et de Starachowice

conservèrent un lien étroit avec leur environnement quotidien ordinaire, sortant fréquemment des camps en soudoyant le cas échéant des gardes ukrainiens, parvenant ainsi à améliorer sensiblement leurs conditions matérielles et alimentaires de détention. Certains parvinrent même à faire entrer des membres de leurs familles à l'intérieur des camps : la protection des membres des familles encore en vie constitua l'obligation la plus élevée dans la hiérarchie des normes du comportement des détenus dans les camps, suivie de celle des amis et des voisins.

Les conclusions de Christopher R. Browning restent cependant pessimistes : l'historien rejette ce qu'il appelle la fausse dichotomie entre résistance et passivité. Dans cet univers où primèrent l'individualisme, le sens de la débrouillardise et la capacité d'adaptation, les deux principales stratégies de survie consistèrent à « mettre de l'argent dans les poches des Allemands et des balles dans leurs fusils ». En juillet 1944, devant l'avance rapide de l'Armée rouge en Pologne, les survivants des camps de Starachowice furent transférés à Birkenau. Une proportion exceptionnellement élevée d'entre eux parvint cependant à survivre aux épreuves des derniers mois de la détention concentrationnaire et des « marches de la mort ».

La démarche de Browning prend appui sur un véritable discours de la méthode quant à l'exploitation des témoignages et de la mémoire des rescapés, qu'il réhabilite comme source de l'histoire : la rupture avec les conceptions d'un Raul Hilberg est ici complète. Les témoignages des 292 survivants exploités se répartissent en deux groupes principaux : ceux de l'immédiat après-guerre, dans les années 1945-1948, et ceux des procès allemands à partir des années 1960, avec le grand procès de Francfort sur le camp d'Auschwitz. Le corpus a été ensuite accru d'interviews effectuées par la Fondation Spielberg puis d'une quinzaine de témoignages recueillis par l'auteur lui-même dans les années 2000. L'exploitation de la mémoire de personnes traumatisées suscite toujours des difficultés et requiert de nécessaires ménagements, mais ne saurait en rien justifier le refus de la critique. L'examen de ces récits

fait apparaître en particulier différentes couches de mémoire. Les témoins ont élaboré des systèmes de défense psychologiques pour réprimer des souvenirs douloureux ou humiliants. Il y a donc les souvenirs secrets, qui ne sont pas destinés au partage, et les souvenirs communs entre tous les rescapés. Un accord tacite a existé entre les survivants pour ne pas parler de faits que des personnes étrangères à la détention ne pouvaient pas comprendre. Et il y a les souvenirs publics. Les frontières entre ces différentes catégories ne sont en fait pas toujours évidentes. Les témoignages les plus proches des événements sont souvent les plus fiables, et plus on s'éloigne des événements plus les témoins oublient. Mais le génocide a également suscité une abondante littérature testimoniale et scientifique, et nombre de survivants ont donc acquis progressivement, depuis la fin de la guerre, des informations qu'ils ont incorporées à leur expérience personnelle. C'est ainsi que les travailleurs forcés juifs de ce corpus ont été transférés en 1944 de Starachowice à Birkenau sans subir à leur arrivée le processus de la sélection : certains témoins ont cependant raconté cette sélection en détail, en y faisant parfois participer le Dr Mengele en personne !

Michel Fabréguet

SCHLAGDENHAUFFEN RÉGIS, *Triangle rose : la persécution nazie des homosexuels et sa mémoire*, Paris, Autrement, « Mutations/Sexe en tous genres », 2011, 311 p., 23 €.

Cet ouvrage est issu d'une thèse en sociologie soutenue en 2009 par Régis Schlagdenhauffen sur la commémoration des victimes homosexuelles du nazisme à Berlin, Paris et Amsterdam. Cette analyse des stratégies mémorielles permet non seulement de mieux comprendre le rôle de la mémoire dans la construction de groupes identitaires, mais aussi les différentes réactions des autorités face à une telle revendication. L'exemple allemand tout d'abord se distingue par un relais particulièrement efficace auprès des instances politiques (chapitre 2). Les militants s'assurent ainsi du soutien de plusieurs élus qui portent la mémoire

homosexuelle jusqu'aux conseils décisionnels. Cette démarche aboutit notamment en 2000 à une loi de réhabilitation collective, puis à l'édification d'un monument national à Berlin. Le lecteur français est ensuite paradoxalement frustré par une trop brève présentation d'une situation hexagonale plus complexe (chapitre 3). L'étude se résume en un bilan chronologique allant des premiers dépôts de gerbes dans les années 1970 à une mention des homosexuels dans un discours du président de la République. L'une des limites principales de ce chapitre s'explique par le choix d'appuyer l'analyse uniquement sur les manifestations recensées dans les capitales. Or, la particularité de la France repose justement sur la profusion d'actions locales qu'aucune revendication globale ne parvient à rassembler. L'arrêt de cette étude à l'année 2005 est enfin d'autant moins justifié que l'auteur ajoute à son texte deux photographies illustrant l'inauguration d'une plaque en souvenir des victimes homosexuelles du nazisme en 2010. L'exemple amstellodamois (chapitre 3) est le plus abouti, au sens où les revendications s'y développent très tôt et qu'elles parviennent rapidement à l'inauguration d'un *Homomonument* doublé d'une cérémonie permettant non seulement le recueillement, mais aussi l'interpellation de l'ensemble des citoyens (et plus précisément les forces de l'ordre), afin que la persécution ne se reproduise jamais. Les premiers et derniers chapitres sont quant à eux plus décevants dans le cadre d'une étude qui apparaît davantage comme plurinationale que comparative. L'aspect législatif de la question mémorielle aurait notamment mérité d'être approfondi. Les militants allemands obtiennent en effet une réponse positive à leurs revendications, car le Bundestag accepte de légiférer sur l'histoire, transformant ainsi le condamné d'hier en victime aujourd'hui. Il aurait été intéressant d'expliquer pourquoi une telle loi mémorielle (puisque'il s'agit bien de cela) est inenvisageable en France. Enfin, il est difficile de comprendre pourquoi l'éditeur a choisi une illustration et un titre aussi peu révélateurs du contenu de l'ouvrage. Ainsi, lorsqu'Annette Wieviorka affirme dans sa préface que l'auteur « a été contraint de se faire historien » (p. 5), on

saisit assez rapidement le poids de cette astreinte qui le conduit à sortir de sa compétence initiale et à résumer laborieusement dans son premier chapitre les thèses développées ailleurs par d'autres. Il suffit ensuite de se reporter aux sources mentionnées par l'auteur en annexe pour s'apercevoir qu'il a travaillé essentiellement à partir d'entretiens, de sites Internet et de journaux, indispensables pour une étude sociologique de qualité, mais ne permettant nullement d'écrire une histoire sérieuse de la persécution des homosexuels, comme semble vouloir nous le faire croire la couverture du livre.

Mickaël Bertrand

GRENARD FABRICE, *Maquis noir et faux maquis, 1943-1947*, Paris, Vendémiaire, 2011, 190 p., 18 €.

Le livre que nous propose Fabrice Grenard a bien des mérites. Le premier s'avère de nous offrir une approche neuve, sur une période, la Seconde Guerre mondiale, et sur un thème d'ensemble, la Résistance, déjà abondamment évoqués. Qui plus est, le sujet lui-même pourrait porter, disons-le, à dérapages, à dérives, susciter équivoques et polémiques. Il n'en est rien et ce sont toutes les qualités de la méthode et du travail historique réalisé qui ressortent ici.

Que sont les « faux maquis » et les « maquis noirs » ? En première approche, ce sont des maquis qui n'ont rien à voir avec la Résistance. Constitués en marge, ils profitent des troubles de la fin de l'Occupation et de la guerre (à partir de la fin 1943 et surtout durant l'été 1944) pour se livrer au brigandage : « Je ne suis pas du maquis résistant, je suis du maquis voleur », glisse un agresseur à l'oreille de l'agriculteur qu'il vient de dépouiller. Fabrice Grenard s'inscrit dans la filiation de l'historien anglais Eric Hobsbawm et de son ouvrage *Les Bandits* (Paris, Zones, 2008). Ces pilleurs prennent place dans une réalité ancienne (pensons aux bandes de « chauffeurs » de la fin du 18^e siècle) et profitent des « flottements » de l'autorité, celle de l'État français, mais aussi celle de la Résistance. Ainsi, combien de bureaux

de postes, combien de débits de tabacs, sont-ils dévalisés, sans que les gendarmes n'interviennent ou ne mènent d'enquête, convaincus qu'ils sont d'être en face d'une réquisition par la Résistance ? Il faut dire que les « vrais » maquis eux-mêmes ont recours à des expédients pour assurer leur ravitaillement. L'auteur nous montre d'ailleurs l'adoption de consignes et d'un *modus operandi* très précis (notamment l'usage de bons de réquisition certifiés et garantis par la France libre) afin d'en assurer le bon déroulement, sans susciter la réprobation publique. Tous ne s'y plient pas de façon stricte et se voient parfois assimilés à de « faux maquis » par une population excédée par leurs actions.

L'enjeu se révèle également celui de la plus ou moins bonne insertion du maquis dans son environnement : formé pour partie par des jeunes venus des villages alentours, il sait s'attirer les bonnes grâces et le ravitaillement ; fondé par des ouvriers venus des villes industrielles plus lointaines, animé par de jeunes communistes FTP, ayant recours par nécessité à des réquisitions forcées, il apparaît comme facteur de désordres. Fabrice Grenard aborde ainsi de manière oblique les lignes de division au sein de la Résistance intérieure. Entre les deux, vrais bandits et vrais maquis, il y a toutes les situations possibles : celles des jeunes fuyant le STO, mais ne gagnant pas forcément le maquis, tout en devant se nourrir (seuls 10 % des réfractaires au STO auraient rejoint un maquis armé, selon des estimations rapportées par l'auteur, p. 70) ; celles d'opportunistes qui profitent du maquis afin de se livrer à des trafics pour leur propre profit ; celle de vrais maquis dont les actions dérivent vers le gangstérisme au fil des mois. L'attitude du maquis Lecoq dans la région de Loches en Indre-et-Loire apparaît trop atypique pour être représentative. Le 16 août 1944, les hommes du capitaine Lecoq défilent en libérateurs dans la ville de Loches et reçoivent le meilleur accueil de la part des responsables du Comité départemental de Libération. Leurs coups de mains contre les troupes allemandes leur ont valu reconnaissance dans la région et auprès de la France libre. Mais, sous couvert de ces actions patriotiques, Lecoq (en fait

un imposteur, un bandit en cavale) et ses principaux lieutenants se livrent à des activités criminelles, qu'ils poursuivent jusqu'à leur arrestation fin octobre 1944. La bonne foi et l'innocence de l'essentiel des participants au maquis Lecoq sont toutefois reconnues par la Justice et par la Résistance intérieure.

L'auteur souligne qu'au-delà d'une question d'ordre public, il s'agit d'un enjeu de légitimité. Pour Vichy, tous les maquis sans distinction sont composés de « bandits » et il s'agit d'en persuader la population, y compris par l'infiltration d'agents provocateurs, y compris par la création de « faux maquis » semant le désordre. De son côté, la Résistance intérieure mène de véritables opérations de police pour châtier les siens ou ceux qui s'en réclament, auteurs de délits ou de crimes. Pour la France libre, l'enjeu est aussi d'asseoir sa légitimité, d'assurer l'ordre public dans une situation de transition et alors que les autorités américaines ont dans leur carton un projet de mise sous tutelle de la France libérée. Au passage, il est intéressant d'observer la coopération entre certains préfets nommés par Vichy et certains responsables de la Résistance dans la lutte contre cette criminalité.

La période de transition entre Vichy et la Quatrième République (plus ou moins de 1943 à 1945) gagnerait sans doute encore à être scrutée, en s'inspirant de toute la rigueur de Fabrice Grenard.

Florent Le Bot

MANLEY REBECCA, *To the Tashkent Station : Evacuation and Survival in the Soviet Union at War*, Ithaca, Cornell University Press, 2009, 282 p., 45 \$.

L'ambition de Rebecca Manley est de « réintégrer » la Grande Guerre patriotique « dans l'histoire sociale, culturelle et politique de l'Union soviétique ». Elle y parvient magistralement. Elle s'inscrit en cela dans une tendance marquée depuis plusieurs années avec, notamment, les travaux d'Amir Weiner et de nombreux chercheurs des deux côtés de l'Atlantique.

L'invasion de l'URSS par les forces hitlériennes le 22 juin 1941 provoque d'immenses déplacements de biens et de population : près de 16,5 millions de citoyens soviétiques sont ainsi « évacués » vers l'est du pays. Rebecca Manley utilise cette histoire, parfois chaotique, comme une « fenêtre sur le fonctionnement du système soviétique » : elle suit ainsi l'évacuation, de sa conception dans les bureaux des commissariats du peuple à sa mise en pratique sur le terrain. Une deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'une des facettes de l'évacuation, celle qui se dirige vers Tachkent, en Ouzbékistan. Cette ville accueille, à la fin de l'année 1941, environ cent mille évacués, dont beaucoup sont célèbres, puisque c'est là que se concentre l'élite artistique du pays. L'arrivée, la vie, la mobilisation des « évacués », mais aussi leur retour sont ainsi finement étudiés. Cette seconde partie pourra sembler plus convenue : elle a pourtant son intérêt. Comme ailleurs, les protégés de l'arrière sont vite devenus des planqués et le « front de Tachkent » est une expression utilisée en URSS pendant et après la guerre pour dénoncer les lâches. Cette dénonciation se teinte en outre d'antisémitisme. C'est l'un des intérêts de l'ouvrage de Rebecca Manley que d'étudier la naissance d'un antisémitisme soviétique pendant la guerre. Elle en montre les manifestations « publiques » et quotidiennes dès les premiers jours de la guerre. Elle les distingue sur les routes de l'évacuation et surtout au retour à la vie normale, et montre comment cet antisémitisme s'ancre de plus en plus.

L'ouvrage est surtout remarquable par son exigence de finesse et de complexité. Rebecca Manley montre ainsi l'ambition soviétique d'une évacuation ordonnée, maîtrisée, contrôlée, mais qui se heurte à une réalité souvent bien plus chaotique, liée aux incompétences des uns, aux peurs des autres, à l'avancée extrêmement rapide des Allemands enfin. C'est en fait dans l'urgence et dans l'à-peu-près que se met en place cette évacuation. Elle en montre les échecs, mais également les réussites. Elle dépeint la complexité du statut des évacués, qui se confondent parfois avec les « déportés », notamment les populations allemandes et finlandaises déplacées au début de la

guerre. Elle interroge surtout, dans un chapitre remarquable, le rapport des Soviétiques à l'État et leurs représentations, les attitudes et les dilemmes de la population face au départ volontaire ou contraint.

Mobilisant une multitude de sources, de nature notamment administratives mais aussi privées (les journaux intimes particulièrement), ce livre marque une étape importante de notre connaissance de l'URSS en guerre.

François-Xavier Nérard

Sorties de guerre, mémoires de guerre

VERGEZ-CHAIGNON BÉNÉDICTE, *Histoire de l'épuration*, Paris, Larousse, « Bibliothèque historique Larousse », 2010, 608 p., 26 €.

Disons-le d'emblée, cet ouvrage soulève un problème. L'auteure, dès l'introduction, reconnaît l'importance des recherches qui, depuis une vingtaine d'années, ont jalonné l'historiographie de l'épuration. Ces travaux, depuis l'article d'Henry Rouso, « L'épuration une histoire inachevée » dans cette même revue (n° 33, janvier-mars 1992, p. 78-108) et la thèse, première d'une longue série, de François Rouquet sur l'épuration administrative (publiée sous le titre *L'Épuration dans l'administration française : agents de l'État et collaboration ordinaire*, Paris, CNRS éditions, 1993) sont très largement utilisés. Mais ils ne sont jamais cités autrement que dans la bibliographie de fin de volume. Que ce soit le choix de l'auteure ou de l'éditeur, comment accepter que toutes ces recherches, qui ont renouvelé autant que complété l'histoire de l'épuration, soient simplement considérées comme une réserve d'exemples ? La mémoire, le rapport à la violence, la dimension de proximité, l'indignité, l'administration, le monde économique, la justice : à défaut d'être « achevée », l'histoire de l'épuration est désormais largement connue. Si une nouvelle synthèse se justifiait parfaitement, encore fallait-il qu'elle réponde autant aux questionnements déjà anciens et en grande partie politiques (poids des communistes, rétablissement de l'ordre républicain,

caractérisation de la justice d'épuration) qu'aux approches plus récentes sur la dynamique d'une société en épuration et les enjeux multiformes de cette dernière.

C'est autour de l'opposition entre violences et procédures, professionnelles, administratives ou judiciaires, qu'est organisé l'ouvrage de Bénédicte Vergez-Chaignon. Des violences perçues avant tout comme les excès d'un processus et peu envisagées comme un phénomène social inscrit dans la guerre et son prolongement. Quant à la justice, l'auteure insiste sur l'incohérence, l'inégalité et *in fine* l'inefficacité de son cours, oubliant un peu trop son étroite imbrication aux événements et les formidables contraintes qui pesaient sur son exercice.

En amont, l'ouvrage intègre les origines révolutionnaires du principe épuratoire, puis les mesures mises en œuvre par Vichy, tout en rappelant justement que le régime préfère parler « d'assainissement », les deux processus étant finalement peu comparables. En revanche, il fait le choix de ne traiter les effets de l'épuration dans la société française qu'au travers des quelques remarques éparses sur la durée des peines, la fuite de quelques collaborateurs et le devenir d'enfants marqués par la trahison de leurs parents. Rien ou presque sur cette mémoire empoisonnée de l'épuration, ni sur l'épisode des années 1990 avec l'assassinat de Bousquet et les procès Touvier puis Papon. N'est pas davantage envisagée l'épuration dans sa dimension européenne. Quelles que furent les formes de collaboration ou d'alliance avec l'Allemagne nazie, chaque pays européen eut, au sortir de la guerre, à châtier les alliés du nazisme. De quels moyens pensèrent se doter les hommes de la Libération pour reconstruire l'Europe d'après-guerre ? Penser l'épuration comme projet politique et pratique sociale oblige à sortir de la focalisation sur la violence pour faire le récit d'un affrontement commencé dans la guerre et prolongé dans la mémoire.

Fabrice Virgili

BIESS FRANK et MOELLER ROBERT G. (dir.), *Histories of the Aftermath : The Legacies of the Second World War in Europe*, New York, Berghahn Books, 2010, 321 p., 95 \$.

Ce passionnant ouvrage collectif découle d'un colloque international organisé à l'Université de Californie à San Diego en février 2007. Ainsi que l'explique Frank Biess dans son introduction, *Histories of the Aftermath* envisage la sortie de Seconde Guerre mondiale de façon à la fois chronologique et thématique, mais également comme un outil épistémologique. Plutôt que de considérer 1945 comme une solution de continuité, une « année zéro », les différents contributeurs partent de l'idée que guerre et sortie de guerre forment un ensemble profondément intriqué et s'efforcent donc de dévoiler tout ce qui persista du conflit dans les sociétés européennes. Ils soulignent ainsi combien la violence, les blessures, les peurs et les traumatismes nés de la guerre ne disparurent pas avec elle. Plus encore et en deçà de toute considération relative à la guerre froide, ils redonnent à chaque expérience de guerre la place que celle-ci mérite, centrale, dans le processus de sortie de conflit. Impossible par exemple d'envisager *a priori* que la France ou la Belgique puissent vivre un *Aftermath* semblable à celui de l'URSS, dont le territoire fut le théâtre d'une violence extrême et qui eut quelque vingt-sept millions de victimes, dont près des deux tiers étaient des civils. Enfin et très logiquement, les auteurs mettent d'abord l'accent sur les expériences nationales d'après-guerre, avant d'envisager quelques comparaisons.

Comme le souligne également Frank Biess, l'originalité de l'ouvrage réside à la fois dans les problématiques envisagées et dans l'accent mis sur les expériences allemande et soviétique. En d'autres termes, la moitié des contributions traite de près ou de loin de l'Allemagne et de l'URSS. L'ouvrage est organisé en cinq parties. Trois contributions, parmi lesquelles le très intéressant texte de Frank Biess consacré aux émotions, proposent une réflexion croisée, et fructueuse, sur la notion d'« après-guerre ». La deuxième partie,

moins originale, traite des questions de mémoire, individuelle et collective, publique et privée. Elle se prolonge dans la troisième partie qui envisage le cinéma comme vecteur et comme acteur de mémoire(s). Vient ensuite une réflexion, passionnante, sur les voies, moyens et enjeux de la reconstruction d'une citoyenneté au fil de l'après-guerre. On y lira notamment les contributions de Heide Fehrenbach, Paul Betts et Sonya O. Rose. Enfin, le cinquième et dernier ensemble, original et stimulant, s'intéresse à l'héritage du second conflit mondial dans les cultures militaires allemande et soviétique ainsi que dans le processus européen de décolonisation.

Déséquilibré conformément à la volonté de ses directeurs et naturellement incomplet, *Histories of the Aftermath* a l'immense mérite d'ouvrir des pistes prometteuses dans un champ d'études aussi riche que délicat à aborder. On ne saurait donc trop en recommander la lecture.

Guillaume Piketty

BUCHNA KRISTIAN, *Nationale Sammlung an Rhein und Ruhr : Friedrich Middelhaue und die nordrhein-westfälische FDP*, Munich, Oldenbourg, « Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 101 », 2010, 248 p., 24,80 €.

Intégrer les anciens nationaux-socialistes fut un des principaux défis de la RFA. Mais jamais la frontière n'a semblé aussi ténue entre intégration et retour au pouvoir des cadres du Troisième Reich que dans la fédération régionale du FDP en Rhénanie du Nord-Westphalie.

La belle thèse de Kristian Buchna montre comment son président, Friedrich Middelhaue, pensait pouvoir assurer le renouveau du libéralisme dans sa région (et au niveau national) par la stratégie du « rassemblement national » de tout ce qui était à droite de la CDU/CSU. Cette ambition reposait sur la critique acharnée de la dénazification des Alliés et la promotion indéfectible d'une *tabula rasa* sur le passé national-socialiste, des thèmes qui, évidemment, attirèrent d'anciens nationaux-socialistes, surtout ceux qui avaient échappé à la dénazification. Par des mécanismes de solida-

rité, d'anciennes élites du ministère de la Propagande comme Werner Naumann, Wolfgang Dierwege, Hans Fritzsche et Friedrich Grimm, de l'occupation en France comme Ernst Achenbach, Werner Best et Wolfgang Dierwege, ainsi que des jeunes hitlériennes furent ainsi intégrées dans des fonctions administratives et politiques au sein de l'administration régionale du FDP. Cette politique d'assimilation reposait non seulement sur les convictions de Middelhaue, mais aussi sur sa volonté de contrôler le parti grâce à des éléments jeunes et loyaux qui, pour certains, assureraient le financement du parti par leurs liens avec les industriels de la Ruhr comme Hugo Stinnes Jr. La mainmise de Middelhaue sur sa fédération, l'importance – surtout financière – de celle-ci, ses soutiens chez les libéraux de Hesse et de Basse-Saxe et le risque de faire exploser l'unité bien fragile des libéraux au niveau fédéral firent que les instances fédérales se montrèrent bien timides à l'encontre des dérives rhéno-westphaliennes. Même la spectaculaire intervention, en janvier 1953, de la *public safety* britannique qui arrêta Naumann, l'ancien secrétaire d'État du ministère de la Propagande, bras droit et successeur désigné de Goebbels, et quelques-uns de ses acolytes accusés d'avoir infiltré le FDP pour prendre le pouvoir n'eut que peu de conséquences directes. Elle bouscula cependant les libéraux et la vie politique ouest-allemande et rappela aux Allemands que la démocratie de Bonn était encore fragile et sous surveillance des Alliés. Son effet le plus durable fut cependant de mettre un coup d'arrêt à la stratégie du « rassemblement national » et à la possible mutation du FDP en un grand parti nationaliste.

En se fondant sur les travaux de Norbert Frei sur la « politique du passé » des débuts de la RFA qui avaient déjà traité l'affaire du « cercle Naumann¹ » et ceux, beaucoup plus anciens, de Kurt P. Tauber², le livre de Kristian Buchna les appro-

(1) Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik : die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich, Beck, 1996, notamment p. 361-396.

(2) Kurt P. Tauber, *Beyond Eagle and Swastika : German Nationalism since 1945*, Middletown, Wesleyan University Press, 1967, 2 vol.

fondit largement sur le cas du FDP – sans avoir considéré, malheureusement peut-être, les archives britanniques. Méthodologiquement, il revivifie ces recherches en connectant les difficultés du libéralisme d'après 1945 à celles déjà rencontrées sous Weimar (la division entre « libéralisme de gauche » et « national-libéralisme ») et en s'inspirant de la thèse magistrale de Sebastian Ullrich¹. La façon dont a été perçue et analysée la chute de Weimar est en effet fondamentale pour comprendre l'attitude de Middelhaue et du FDP. Cette thèse est donc une nouvelle et excellente contribution à l'histoire de la culture politique de la jeune République fédérale et un jalon supplémentaire pour expliquer pourquoi *Bonn n'est pas* [devenu] *Weimar*, selon le titre du livre publié par Fritz René Alleman en 1956, mais aurait pu le devenir.

Bernard Ludwig

WIEVIORKA OLIVIER, *La Mémoire désunie : le souvenir politique des années sombres de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010., 20 €.

C'est bien une histoire des politiques mémorielles des années sombres que nous propose Olivier Wieviorka. Il suit attentivement aussi bien les textes législatifs et réglementaires qui ont fixé les statuts des combattants, des diverses catégories de résistants et de déportés, des prisonniers, des travailleurs du STO, que l'organisation des commémorations ou la création de musées. Il a consulté des fonds d'archives comme celui du Haut Conseil de la mémoire combattante, jusqu'aux toutes dernières années. Cela nous vaut un livre remarquablement documenté.

Il part du gouvernement provisoire, où s'affrontent la volonté gaulliste de magnifier la résistance, « militaire et extérieure au premier chef » (p. 61), et celle du parti communiste qui fait valoir le nombre excessif de fusillés que l'on sait et tait son attitude de 1939 à 1941. L'épuration, à la fois

relativement rigoureuse et cependant modérée, suscite une double légende noire. La Quatrième République définit laborieusement les statuts, en respectant le cadre adopté pour la guerre de 1914. Elle prescrit d'ajouter les morts de 1939-1945 aux listes des monuments de 1914-1918, plutôt que d'ériger des monuments spécifiques. Elle doit répondre aux sollicitations d'associations très diverses, qui privilégient « une conception corporatiste des années sombres » (p. 131). Ces mémoires différentes rejouent évidemment pour ou contre la guerre d'Algérie.

L'État gaullien lance une véritable politique mémorielle ; il érige des monuments commémoratifs (Mont-Faron, Struthof, Mémorial de la déportation, etc.) ; il propage une vision militaire où la Résistance intérieure mène le même combat que la France libre, unies derrière Jean Moulin qu'il panthéonise. La mémoire communiste résiste, mais sans rayonner désormais. Au total, conclut Olivier Wieviorka, malgré ses biais idéologiques, cette politique a plutôt servi le rassemblement que la division. Ceci n'est pas le cas des deux présidences suivantes, marquées par l'évolution de l'historiographie des années noires, le réveil de la mémoire juive, et des satisfactions catégorielles.

Avec François Mitterrand, on retrouve une politique de mémoire. Une structure administrative spécifique est créée. Cent dix musées s'ouvrent entre 1980 et 1999, dont le Mémorial de Caen, la Maison d'Ysieux, l'Historial de Péronne, le Vercors et Oradour-sur-Glane. Mais son action ne suscite pas de consensus, en raison de son propre passé, de son décalage avec une opinion plus encline à fustiger Vichy au nom du devoir de mémoire qu'à glorifier une Résistance dont les historiens montrent la complexité grâce à l'ouverture des archives. La reconnaissance par Jacques Chirac en 1995 d'une responsabilité française dans le génocide juif, puis la création de la mission Mattéoli et ses suites, apaisent partiellement ces tensions. Dans ce nouveau paysage où les victimes éclipsent les héros, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale demeure une « mémoire désunie ».

L'auteur analyse avec finesse la façon dont le général de Gaulle infléchit sa lecture de la guerre

(1) Sebastian Ullrich, *Der Weimar-Komplex : das Scheitern der ersten deutschen Demokratie und die politische Kultur der frühen Bundesrepublik*, Göttingen, Wallstein, 2009.

pour permettre un rapprochement avec l'Allemagne ou dont François Mitterrand, tout en donnant plus de lustre aux commémorations du 6 juin 1944, les rend compatibles avec l'Europe en construction. Il ne donne sans doute pas assez d'importance aux événements israéliens, comme le procès d'Adolf Eichmann, dans le réveil de la mémoire juive. De même, il mentionne seulement en conclusion *Le Chagrin et la Pitié*, sans relever le choc mémoriel que ce film provoque en 1971. Le refus de le diffuser à la télévision pendant dix ans constituait pourtant un argument fort à l'appui de l'affirmation récurrente du « refus de tenir un discours de vérité » (p. 147), ou du « mensonge entretenu sur la face sombre de la France des années 1940 » (p. 199). Mais peut-on parler en 1945-1946 d'une volonté d'occulter les « vérités troublantes de Vichy » (p. 65), alors qu'on instruit trois cent cinquante mille dossiers d'épuration ? Et le silence incontestable des années 1950 et 1960 relève-t-il d'une dissimulation délibérée ou d'une ignorance ? La relecture des livres d'histoire alors disponibles, de Robert Aron à Robert O. Paxton, laisse la question ouverte. Ce n'est pas parce qu'elles sont généralement acceptées aujourd'hui que ces affirmations très générales ne méritent pas discussion.

Antoine Prost

Histoires de l'Italie

FOOT JOHN, *Fratture d'Italia : da Caporetto al G8 di Genova. La memoria divisa del paese*, Milan, Rizzoli, 2009, 553 p., 25 €.

John Foot enseigne l'histoire contemporaine auprès du département d'italien de l'University College de Londres. Grâce à une présentation des événements marquants de l'histoire italienne, l'auteur essaie de montrer combien ce peuple en a gardé une mémoire très largement divisée et conflictuelle. Bien entendu, en 2011, on insiste sur les difficultés italiennes à communier dans la célébration du 150^e anniversaire de l'Unité nationale. Or délibérément Foot ne met pas l'accent sur ce problème, mais, comme son sous-titre en

témoigne, s'attache au 20^e siècle, de 1917 (Caporetto) à 2001 (le G8 de Gênes non évoqué pour tant), en s'arrêtant à l'affaire Aldo Moro.

Ce travail considérable et nuancé se répartit en onze chapitres qui, chacun, envisage un drame aux origines d'une mémoire conflictuelle : la mémoire des frontières (Trieste, Trente et Bolzano) ; la mémoire fasciste et la mémoire du fascisme ; les camps italiens et les Italiens des camps ; le silence sur les militaires déportés (en Allemagne) ; la responsabilité des massacres nazis ; la Résistance, entre silence et mémoire ; le Sessantotto italien, mémoire et revendication : entre la tuerie de la place Fontane à Milan en 1969 et l'affaire Moro. L'auteur révèle combien cette mémoire divisée est ancienne dans le pays. Il part du drame de Caporetto. Dès 1919, les municipalités socialistes ont cherché à célébrer les soldats mutins déserteurs qui avaient osé refuser de combattre. Mais les squadristes de Mussolini s'attaquèrent avec violence à tout ce qui pouvait rappeler positivement de tels actes, par exemple en détruisant les plaques commémoratives. Cette guerre de la mémoire a été gagnée par le fascisme triomphant. Pourtant, vingt ans plus tard, son effondrement va raviver ce conflit mémoriel en y ajoutant le drame de la guerre de libération/guerre civile/guerre de classe entre 1943 et 1945, pour reprendre la trilogie de Claudio Pavone. Dans de multiples villages, les anciens édiles socialistes du début des années 1920 qui avaient survécu vont diriger ou cautionner l'épuration maintenant antifasciste.

John Foot présente des situations extrêmement précises, comme celle du petit bourg de Sant'Anna di Stazzema en Ligurie (p. 288), traumatisé le 12 août 1944 par l'exécution de trois cent soixante à cinq cent soixante personnes pas toutes identifiées, perpétrée par les nazis. Selon l'auteur ils ont pratiqué un massacre terroriste préventif de civils comme ils le firent, avec ou sans leurs supplétifs fascistes italiens, au mont Grappa en septembre 1944 et ailleurs. À partir de 1945, cet acte barbare fut commémoré par l'inauguration de plaques officielles. Pourtant très vite, dans le village, bien des habitants ont affirmé que les résistants étaient responsables des représailles sanglantes des nazis qui remportaient ainsi une

victoire posthume, puisque les victimes survivantes les dédouanaient de ce crime. Se mettait en place une mémoire privée, locale, radicalement différente de la mémoire officielle. Des cas de ce type ont été nombreux alors que, jusqu'aux années 1990, cette mémoire divisée a cheminé dans bien des régions sans être reconnue par les autorités de la République. La crise politique de 1992-1994, l'effondrement des grands partis, la transformation du MSI en Alliance nationale, l'émergence de Silvio Berlusconi sont concomitants de l'explosion de multiples débats sur les années terribles 1943-1945. Tous remettaient en cause la mémoire officielle, ce qui provoqua des situations parfois étonnantes, avec la présence de deux plaques différentes pour commémorer le même événement. De fait, la journée, fériée, du 25 avril qui célèbre la Libération en 1945 est devenue l'objet d'âpres controverses jusqu'au sommet de l'État.

Les mutineries de 1917, la Seconde Guerre mondiale suscitent encore en France des controverses qui révèlent aussi une mémoire divisée. Mais cela reste sans commune mesure avec ce que connaît l'Italie sauf, peut-être, dans le cas de la guerre d'Algérie ? John Foot réussit à nous faire sentir l'ampleur de ce qu'il appelle les fractures mémorielles qui fragilisent nos voisins transalpins.

Patrick Lafond

FINETTI UGO, *Storia di Craxi : miti e realtà della sinistra italiana*, Milan, Boroli, 2009, 190 p., 14 €.

Ugo Finetti, journaliste à la *RAI* et à *Il Giornale*, a été dirigeant du parti socialiste italien (PSI) et vice-président de la région lombarde. Il replace dans une perspective historique l'itinéraire politique de Bettino Craxi tout en essayant de le réhabiliter. Il réfute un courant historiographique particulièrement sévère contre ceux qui ont refusé de gouverner avec le « parti frère de l'URSS » en 1948, 1956 et 1979.

En 1958, Pietro Nenni, suivi de Craxi, impose au congrès du PSI une stratégie d'autonomie politique vis-à-vis du parti communiste (PCI).

L'année suivante se met en place le Centro-sinistra à Milan qui devient ainsi un laboratoire politique essentiel pour le jeune Craxi. La victoire de la nouvelle coalition à Milan en 1961 la confronte aux problèmes de financement et, dès 1965, soit vingt-cinq ans avant Tangentopoli, Bettino Craxi perçoit les risques de liaisons dangereuses avec les grandes entreprises. Pourtant la « Contestation globale » du Sessantotto révélait la déception provoquée par les faibles réalisations du centre gauche au pouvoir depuis 1963. Ce Sessantotto était la revanche des vaincus de 1948, mais aussi ceux de 1956 dont avaient voulu se séparer les réformateurs du centre gauche tel Craxi. Le PCI a toléré ce vent de fronde contrairement au PCF. Ugo Finetti ne suggère-t-il pas, sans le dire directement, une explication des « années de plomb »... qui n'eurent pas lieu en France ? Cette « Contestation globale », loin de montrer une poussée à gauche, entraînait le renforcement d'un extrémisme de droite dangereux, tout comme en 1919 l'extrémisme de gauche avait ouvert la voie au fascisme. Mais Ugo Finetti ne se contredit-il pas lorsqu'il affirme que, contrairement à ce que craignaient les communistes italiens à la suite du *golpe* de Pinochet en 1973, il n'y avait aucun risque de coup d'État en Italie ?

Depuis deux ans chef du PSI, Bettino Craxi publie en 1978 dans *L'Espresso* un article important : « Il Vangelo Socialista ». Dans cet « évangile socialiste », il réaffirme l'incompatibilité entre le pluralisme et le léninisme, le socialisme démocratique occidental et le communisme (au point de faire élire l'exilé tchécoslovaque Jiri Pelikan sur les listes socialistes italiennes lors des élections du parlement européen en 1979). Il veut combattre « la culture de la violence » tolérée par d'innombrables militants et permanents politiques et refuse toute alliance privilégiée avec le PCI contrairement à ce qui se passe en France. Craxi estime enfin qu'il faut accepter le libéralisme au point de rechercher une alliance avec les partis laïques dont le parti libéral qui avait été rejeté lors de l'expérience du Centro-sinistra en 1963. Il rompt enfin, toujours en 1979, avec les intellectuels, parce qu'ils refusaient de se séparer du PCI. Craxi assume donc un tournant socialiste

libéral dès avant de devenir président du Conseil de 1983 à 1987, à la différence de ce qui se passe en France.

Ugo Finetti insiste sur ce qu'il appelle les réussites gouvernementales de Bettino Craxi : la réduction de l'inflation, l'Acte unique européen, l'Italie dans le G7, des privatisations. La chute de Craxi, elle, serait due à la haine de ses adversaires. Il a en effet dominé la vie politique de 1979 à 1992 et incarné, malgré la faiblesse électorale du PSI, un socialisme libéral réformateur au détriment du système bipolaire Démocratie chrétien-PSI. Pourtant, de telles analyses seraient plus convaincantes si l'auteur avait accepté de reconnaître les errements dont Craxi s'était rendu coupable. Cet ouvrage au style parfois confus, aux propos souvent très contestables, a quand même le mérite d'insister sur certains aspects du rôle politique de Bettino Craxi, encore de nos jours passés sous silence. Cet itinéraire, depuis ses origines, interpelle le socialisme français.

Patrick Lafond

GERVASONI MARCO, *Storia d'Italia degli anni ottanta : quando eravamo moderni*, Venise, Marsilio, 2009, 253 p., 20 €.

En Italie, les années 1980 sont caractérisées par un étrange paradoxe. D'un côté, elles ont la réputation d'être dotées d'un certain esprit et de disposer d'une identité forte. De l'autre, elles sont l'objet de jugements tranchés. S'opposent, en effet, deux grandes écoles. La première considère que ces années ont constitué l'humus de la décennie suivante, dominée par Silvio Berlusconi, avec la fin des grandes idéologies, l'essoufflement des mobilisations collectives, l'épanouissement de l'individualisme, le triomphe du narcissisme, le règne de l'enrichissement facile, l'emprise grandissante de la télévision, etc. La seconde estime à l'inverse que cette période postmoderne fut marquée par l'affirmation de la liberté individuelle, l'émancipation généralisée, l'éclosion de la créativité, la prolifération d'une culture de masse plutôt de qualité. L'auteur se propose de dépasser cet affrontement entre « apocalyptiques » et « inté-

grés », selon les termes employés par Umberto Eco, affrontement qui recoupe par ailleurs le clivage politique entre gauche et droite. Il adopte une démarche historique en restituant la décennie des années 1980 dans une plus longue durée, en montrant systématiquement sa complexité et en procédant à des comparaisons avec d'autres pays européens, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, mais aussi avec les États-Unis. D'une plume alerte, Marco Gervasoni s'intéresse à la montée du sentiment nationalitaire en Italie et aux débats que cela suscite. Il restitue l'ascension des décideurs politiques et entrepreneuriaux, en brossant les portraits de certains d'entre eux, dont, par exemple, Bettino Craxi et le P.-D.G de Fiat, Cesare Romiti. Il analyse les progrès phénoménaux de la société de consommation. Il étudie les progrès de la télévision privée, notamment celle de Silvio Berlusconi, et ses conséquences sur la RAI. Il examine les mutations de la société et des comportements des Italiens, l'arrivée des premiers flux d'immigrés, la soif inextinguible d'enrichissement ou encore le culte du vedettariat. Il scrute les transformations des valeurs, du rôle de l'Église et du rapport à la foi catholique. Il retrace les débats intellectuels et termine par une fine observation des métamorphoses de la politique, avec le rôle des médias, la crise des partis traditionnels ou encore le malaise des citoyens.

L'historien n'a pas encore eu accès aux archives. Il s'appuie donc sur les essais contemporains, les travaux des chercheurs en sciences sociales (davantage ceux des sociologues que ceux des politologues), les livres des philosophes, les enquêtes journalistiques, ou encore les commentaires de la presse, en privilégiant le quotidien *La Repubblica*, qui, il est vrai, représente la grande nouveauté de la période, mais encore, et cela s'avère éclairant, la littérature, le cinéma et les émissions de télévision. Marco Gervasoni livre de la sorte une interprétation synthétique complète, instructive et stimulante des années 1980. Certes, décidé à rendre justice à celles-ci, comme il l'explique dans son introduction, il formule parfois des jugements de valeur qu'il aurait pu éviter : il se montre, en particulier, très critique du parti communiste italien, alors qu'il est bien plus compréhensif envers

le parti socialiste. De même, on peut noter que l'auteur n'a sans doute pas assez insisté sur le fait que les années 1980 expriment une volonté de vivre et de s'amuser d'autant plus forte qu'elles surviennent après les « années de plomb » dominées par une forte idéologisation, une intense politisation et surtout une violence meurtrière. Il n'en demeure pas moins que les études ultérieures fondées sur archives devront obligatoirement se confronter à cette Histoire d'Italie des années 1980.

Marc Lazar

Politique et conflit au Royaume-Uni

FÉRON ÉLISE, *Abandonner la violence ? Comment l'Irlande du Nord sort du conflit*, Paris, Payot & Rivages, 2011, 236 p., 20 €.

La politiste Élise Féron, spécialiste de l'analyse des conflits internationaux, propose dans cet ouvrage une réflexion centrée sur l'accord de paix signé à Belfast en 1998 et ses effets à l'échelle de la société nord-irlandaise.

L'auteure interroge les évolutions du rapport à la violence (entre délégitimation et reconfigurations) depuis 1998 et analyse le délicat processus de « démilitarisation des esprits ». Elle aborde le thème sensible de la reconversion ou réinsertion des paramilitaires, et rend compte des initiatives de la société civile et des pouvoirs publics (réforme de la police, commissions d'enquête, etc.) pour « établir le dialogue » et instaurer un « climat de confiance ». Elle souligne que la paix politique et institutionnelle (qui a – presque – mis un terme à la violence extrême et instauré un partage du pouvoir au sommet) ne s'est pas encore traduite par une (ré)conciliation à l'échelle des groupes et des individus qui ont depuis si longtemps coexisté dans l'affrontement, sans vivre ensemble. En Irlande du Nord, constate Élise Féron, un gros effort doit encore être fourni pour « détribaliser » (p. 112) les relations. L'auteure met l'accent sur le rôle des acteurs et des institutions « endogènes » (famille, école, Églises, personnel politique), qui contribuent à alimenter un

« imaginaire d'affiliation » (p. 39) peu favorable au développement des liens entre les communautés nationaliste et unioniste. Face aux incertitudes de l'avenir, les crispations identitaires perdurent, ainsi que certaines formes de violences, symboliques et ritualisées, notamment à l'occasion des marches orangistes.

Le livre, clairement rédigé, met à disposition des informations utiles et souvent mal connues du lectorat francophone auquel il s'adresse en priorité. Certaines imprécisions sont toutefois regrettables : l'Union de 1800 ne s'est pas faite avec « l'Angleterre » mais avec la Grande-Bretagne (p. 225) ; le Sinn Féin n'était pas, en 1998, le « principal représentant de la communauté nationaliste » (p. 118), etc. En outre, on aurait aimé voir Élise Féron dialoguer davantage avec ses pairs anglophones. Les idées défendues dans *Abandonner la violence ?* sont en effet trop peu souvent confrontées à la foisonnante littérature en anglais sur le sujet ; les références citées sont limitées, et la bibliographie de fin de volume, très succincte, ne recense quasiment que des ouvrages en français (pourquoi ?). Enfin, il est dommage que la démonstration ne s'appuie pas plus systématiquement sur une réelle enquête de terrain, pour l'essentiel limitée aux entretiens rapportés dans le huitième chapitre. Il en ressort parfois l'impression que les propositions, aussi intéressantes soient-elles, sont affirmées plutôt que démontrées, et que le livre est davantage un ouvrage de synthèse que le fruit d'une recherche approfondie reposant sur l'analyse d'un corpus original.

Laurent Colantonio

ALEXANDRE-COLLIER AGNÈS, *Les Habits neufs de David Cameron : les conservateurs britanniques, 1990-2010*, Paris, Presses de Sciences Po, « Nouveaux Débats », 2010, 139 p., 14 €.

Le livre est paru quelques semaines avant les élections législatives britanniques de mai 2010, qui couronnèrent la victoire de David Cameron, véritable « homme providentiel », et le retour au pouvoir des conservateurs. Parmi les nombreux ouvrages biographiques sur Cameron et autres

contributions collectives sur des thèmes spécifiques de ce que certains appelèrent déjà « le cameronisme » qui fleurirent à cette occasion, celui d'Agnès Alexandre-Collier offre une analyse diachronique et idéologique sur la période postthatchérienne et s'interroge sur la manière dont le parti conservateur a survécu à la Dame de fer pour préparer la révolution postthatchérienne pendant une longue période d'opposition.

Le titre, *Les Habits neufs de David Cameron*, suscite d'emblée un vif intérêt chez le lecteur. Le futur Premier ministre, « candidat par défaut, élu à la tête du parti en décembre 2005 », jeune, charismatique, excellent orateur (version *tory* de Tony Blair à bien des égards, bien que sans expérience de l'exercice du pouvoir), a su dépasser les tensions et les clivages idéologiques intrapartisans, pour formuler une offre politique originale. Son discours est à l'image de la modernisation du parti : jalonné de concessions et reposant sur une « réinvention de ses propres traditions idéologiques ». Dans une introduction stimulante, l'auteure, voulant saisir l'orientation idéologique de Cameron, soulève des questions pertinentes sur la rénovation identitaire et idéologique du parti conservateur, et se demande dans quelle mesure il s'est affranchi de l'héritage thatchérien et s'est inspiré du courant paternaliste disraélien de « *one nation* ».

Un des points forts de l'ouvrage repose certainement sur l'approche théorique, consistant à envisager le pluralisme idéologique dans les groupes parlementaires et à analyser les factions au sein du parti conservateur, présenté comme « *a broad church* », pour dégager la configuration kaléidoscopique sur laquelle Cameron dut s'appuyer pour préparer la victoire électorale de mai 2010.

L'analyse se décline en cinq chapitres, le premier s'attellant à expliquer un paradoxe. Ce n'est qu'après le départ de Margaret Thatcher en 1990 que le nombre de partisans pro-thatchériens a augmenté – remettant en cause l'idée d'une hégémonie mythique des *dries* (néolibéraux) pendant ses années au pouvoir –, alors que les paternalistes sociaux furent réduits à portion congrue en 1997. Bien que le thatchérisme ait incontestablement modifié la structuration des clivages et

le pluralisme idéologique, l'auteure montre que pour penser l'héritage thatchérien, il faut dépasser la simple dichotomie entre *wets* (modérés) et *dries* et la position eurosceptique consensuelle au sein du parti conservateur, et s'intéresser plutôt au clivage entre modernisateurs et traditionalistes. Elle affirme que, dans une tentative de réconciliation par David Cameron de ces deux courants distinctifs, « cette dualité lui a permis d'être choisi par les néolibéraux, les eurosceptiques et les traditionalistes, et d'apparaître une fois élu à la tête du parti comme un modernisateur, voire un modéré ». Les deux chapitres suivants se concentrent sur le discours de la modernité, empreint de moralité, d'autorité, de primauté de la nation, et où le curseur idéologique se déplace sur le social (famille, minorités ethniques, tolérance envers les homosexuels), afin de réparer la « société brisée ». L'auteure expose admirablement l'idée centrale de « *big society* » : redonner du pouvoir aux individus par le biais de la communauté, de l'environnement local et des œuvres caritatives (« discours du voisinage »). Cette analyse permet d'appréhender le discours de Cameron comme un dépassement du discours matérialiste thatchérien (croissance, richesses) et du discours quantitativiste du New Labour (« *big government* »). L'auteure explique également que la priorité fut redonnée à la qualité de vie, bien que l'État se désengage dans les services publics. Dans un quatrième chapitre, plus concis, est posée la question de savoir dans quelle mesure l'unité organisationnelle du parti devrait être démocratisée ou centralisée pour faire (re) naître un *leadership* rénové et moderne.

Si l'auteure a parfaitement dégagé, tout au long de son ouvrage, les traits du conservatisme « bienveillant » de David Cameron, dont elle note, dès la page 13, qu'il fut inspiré par ce courant paternaliste de la période victorienne, le traitement du concept de « *one nation* » et de sa réinvention par Cameron dans le dernier chapitre se révèle décevant car trop succinct. Il est à noter l'excellente maîtrise de l'auteure des débats historiographiques, qui se vérifie dans l'utilisation d'un grand nombre de références récentes (françaises ou britanniques), notamment le livre de David Seawright, publié en janvier 2010.

Au final, l'ouvrage offre un regard neuf sur la trajectoire idéologique du parti conservateur depuis 1990, semée de tensions et de clivages, vers la modernité d'un discours politique renouvelé, que David Cameron allait pouvoir mettre en application dans son exercice du pouvoir. Il constitue à ce titre un ouvrage de référence pour l'étude de ce parti dans l'ère postthatchérienne, jusqu'à son retour au pouvoir, et représente une synthèse fort utile pour les étudiants de sciences politiques et tout ceux qui portent un intérêt particulier à la politique britannique contemporaine.

Stéphane Porion

L'Orient, du Proche à l'Extrême

LEMIRE VINCENT, *La Soif de Jérusalem : essai d'hydrohistoire (1840-1948)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010, 663 p., 45 €.

À travers la reconstitution de l'histoire de l'approvisionnement en eau potable de Jérusalem, Vincent Lemire réussit, dans cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat, le pari de redonner à ce haut lieu de la géopolitique proche-orientale sa dimension urbaine. En décryptant les jeux d'acteurs qui s'organisent autour de la mise en place des réseaux techniques, il démontre avec brio que l'eau est un observatoire privilégié non seulement des transformations urbaines mais aussi du gouvernement des hommes et du territoire.

L'ouvrage se décline en trois parties chronologiques organisées en fonction de trois corpus d'archives qui mettent en avant les différents regards qui se posent (et s'opposent) sur la question de l'approvisionnement en eau de la ville. Dans la première partie (1840-1880), l'eau est abordée à travers le regard des archéologues et des philanthropes européens qui (re)découvrent alors Jérusalem. Sources, canaux et citernes sont pour eux les instruments d'une réinvention de la Jérusalem biblique qui trouve sa continuation dans des projets de restauration du réseau d'adduction d'eau potable, occasions du déploiement de l'impérialisme européen. À partir des sour-

ces ottomanes cette fois, et notamment du corpus jusqu'ici peu exploré des archives de la municipalité de Jérusalem, l'auteur s'intéresse dans la deuxième partie (1860-1910) à l'administration de l'eau par le pouvoir ottoman. De la mise en place d'un *waqf* hydraulique impérial à la municipalisation de la gestion, Vincent Lemire dresse ici une chronique précise et passionnante de l'action publique dans le secteur de l'eau durant cette période. Avec la montée du sionisme et la mise en place du mandat anglais, l'enjeu de la maîtrise de l'eau s'inscrit, dans la troisième partie (1900-1940), au cœur des événements qui agitent alors la région. Elle est à la fois un instrument de contrôle et d'appropriation du territoire pour le mouvement sioniste, un moyen d'asseoir sa légitimité pour le mandat anglais et une arme de résistance pour un mouvement national palestinien en train de se constituer.

Au final, l'étude dépasse l'histoire hydraulique de Jérusalem pour atteindre l'histoire d'un gouvernement urbain et apporter des éclairages précieux sur l'histoire plus générale de la région. Par ailleurs, même si l'hydraulique n'est dans cet ouvrage que le « sujet » d'un travail dont Jérusalem serait « l'objet » (p. 28), la question de l'eau au Proche-Orient trouve ici un nouveau souffle. En s'intéressant à l'échelle urbaine, Vincent Lemire sort des sentiers battus de la géopolitique de l'eau à l'échelle régionale pour toucher à une description très fine des jeux de pouvoir qui agitent ce secteur. L'approche historique permet également d'inscrire dans le temps long des questionnements très contemporains sur la gestion de l'eau (marchandisation, gestion privée ou publique, etc.)

L'écriture est très vivante et l'ensemble de l'ouvrage très agréable à lire. On peut cependant regretter que les citoyens et leurs pratiques n'apparaissent qu'en pointillé dans l'étude. Les acteurs de cette histoire de Jérusalem sont avant tout des acteurs politiques, ce qui tend à donner à la ville un côté désincarné. Par ailleurs, certaines études de cas auraient gagné à être synthétisées et une réduction plus drastique du travail de doctorat aurait sans doute permis d'en dégager plus clairement les lignes de force. Au total,

la *Soif de Jérusalem* reste un ouvrage particulièrement informé et passionnant pour l'historien du Proche-Orient comme pour le spécialiste de la gestion de l'eau.

Christèle Allès

KHALIDI RASHID, *Sowing Crisis : The Cold War and American Dominance in the Middle East*, Boston, Beacon Press, 2010, 308 p., 18 \$.

Le dernier ouvrage de l'historien Rashid Khalidi s'inscrit dans le courant actuel de relecture de la politique américaine à l'égard du Moyen-Orient. Largement influencé par le contexte de l'élection américaine de 2008 et de la fin des mandats du président George H. W. Bush, cet essai se propose avec succès de restituer le rapport entre le Moyen-Orient et les États-Unis sur le temps long, depuis les lendemains de la Première Guerre mondiale à la guerre d'Irak de 2003. L'enjeu est, d'une part, de saisir la manière dont la guerre froide a accéléré l'implication des États-Unis dans cette région déformant les enjeux locaux et, d'autre part, de distinguer les dynamiques de la guerre froide de celles qui lui succèdent. À titre d'exemple, l'auteur voit, à juste titre, dans le siège de Beyrouth de 1982 la fin de l'antagonisme des deux grands, l'URSS oubliant ses clients locaux et laissant une pleine liberté d'action aux États-Unis.

Divisé en six chapitres, qui sont autant d'argumentaires complémentaires les uns des autres, Rashid Khalidi tente de repenser certaines notions de la guerre froide au Moyen-Orient. Il intègre les prises de positions et les stratégies concurrentes au cours de la Seconde Guerre mondiale pour démontrer la centralité de la question pétrolière dans les rapports américains et soviétiques au Moyen-Orient. Une autre originalité de son approche est de proposer une autre chronologie des antagonismes soviéto-américains dans cette région : ce n'est pas avant la guerre des Six Jours en 1967 que l'URSS et les États-Unis s'affrontent par pays clients interposés. À partir de ce moment, la guerre froide est même largement aggravée par l'alliance des superpuissances et des pays locaux,

qui les poussent au bord de la guerre nucléaire en 1973. Finalement, ce combat relève de la lutte stratégique au détriment bien souvent des démocraties locales ou des aspirations régionales.

Si Rashid Khalidi restitue la place déterminante du Moyen-Orient dans les conflits de la guerre froide, ce n'est pas pour les confondre avec les guerres du nouvel ordre mondial. L'ultime chapitre vise à fournir un éclairage savant et parfaitement réussi, des évolutions des deux dernières décades et démontre les innovations de l'ère Bush. Les conflits cessent d'être isolés et se contaminent les uns les autres. De même, l'ennemi se fait plus idéologique que le communisme.

Cet ouvrage s'appuie sur une base documentaire rénovée grâce à l'accès aux documents soviétiques rendu possible par le programme Cold War International History Project. Sa structure, qui s'apparente à six essais indépendants, rend parfois la lecture frustrante en raison des renvois réguliers à des points évoqués antérieurement ou étudiés plus tardivement. Il demeure un excellent ouvrage pour repenser l'étude de la guerre froide, à travers l'approche d'une région hautement sensible. Ses qualités d'analyse, un style des plus plaisants et des exemples pertinents font de ce livre un jalon de l'histoire du Moyen-Orient et du 20^e siècle.

Matthieu Rey

PAQUET PHILIPPE, *Madame Chiang Kai-shek : un siècle d'histoire de la Chine*, préface de Simon Leys, Paris, Gallimard, 2010, 775 p., 28 €.

Cette biographie de Song Meiling (1898-2003) ravira le plus large public comme les spécialistes. Ces derniers, dans le sillage d'un destin exceptionnel, pourront revisiter avec profit non seulement l'ensemble de la période républicaine, mais aussi les premières décennies du Guomindang à Taïwan.

Song Meiling est issue d'une fratrie dont le poids n'a pas d'égal dans la période de la Chine républicaine. Des six enfants de Song Jiashu, un des plus importants bailleurs de fonds de Sun Yat-

sen, quatre ont connu un destin absolument hors du commun. Outre Meiling, ses sœurs Qingling et Ailing épousent respectivement Sun Yat-sen et Kong Xiangxi, richissime banquier et homme politique important. Quant au plus célèbre de ses frères, Song Ziwen, il s'affirmera comme un des hommes clés du régime de Nankin, collectionnant les maroquins ministériels. Comme le titre l'indique, Song Meiling est avant tout la femme de Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) et Philippe Paquet confirme le rôle significatif qu'elle joue à ses côtés. Le récit de l'incident de Xi'an (décembre 1936), dont elle est un des principaux protagonistes, est un bon exemple de son importance (p. 236-245). C'est plus spécifiquement dans le domaine des relations avec les États-Unis que Meiling donne toute sa mesure, suivant en cela ses inclinations personnelles. Elle est en effet, par son éducation purement américaine au Wesleyan College, un véritable trait d'union entre les États-Unis et la Chine. Et durant la guerre, son influence, avec comme point d'orgue le fameux discours devant le Congrès américain du 18 février 1943, a été primordiale non seulement pour obtenir une aide matérielle de grande ampleur, mais aussi pour faire reconnaître la Chine comme un allié de même rang que le Royaume-Uni et l'URSS.

La personnalité de Song Meiling possède des côtés particulièrement sombres que Philippe Paquet ne passe pas sous silence, en particulier un ego surdimensionné qui contraste d'autant plus avec une intelligence assez commune, souvent obscurcie par l'exaltation religieuse. Son courage et sa résolution ne font pas oublier des manières de diva et une tendance marquée à faire passer sans vergogne l'intérêt de sa fratrie avant celui de son pays.

Philippe Paquet a mené une enquête d'une ampleur extraordinaire, traquant des témoins dans le monde entier et dénichant une abondance de documents inédits. On peut seulement s'étonner que, dans sa préface, Simon Leys prête à l'auteur l'exploit d'avoir tout lu en chinois sur la question, alors que la lecture des notes donne une impression très différente, l'écrasante majorité des références étant en langues occidentales. Il faut aussi saluer le fait que, dans une telle

somme, les erreurs s'avèrent fort rares. L'une des principales que nous avons pu relever figure page 143. Paquet écrit que Chiang Kai-shek n'avait « jamais beaucoup apprécié Sun Yat-sen », alors que les preuves abondent du contraire, comme il l'a du reste prouvé en risquant sa vie pour lui porter secours à Canton en juin 1922, à un moment où, de surcroît, l'étoile de Sun pouvait donner l'impression de nettement pâlir. Écrit dans une langue plaisante, la longueur du livre pas plus que l'abondance des informations qu'il recèle ne rebutent le lecteur. Tout au plus est-il désagréable que Philippe Paquet n'utilise pas systématiquement le *pinyin*, depuis longtemps devenu la norme, et mêle au contraire de façon passablement incohérente différentes transcriptions.

Xavier Paulès

De la Russie à l'Union soviétique

KONDRATIEVA TAMARA (dir.), *Les Soviétiques : un pouvoir, des régimes*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, 430 p., 35 €.

On ne répétera jamais assez l'idée fondamentale de ce livre dirigé par Tamara Kondratieva : l'URSS n'était pas un État égalitaire, un État où tous les Soviétiques auraient été égaux et identiques. Bien au contraire, il s'agissait d'une société « triée », parce que segmentée, hiérarchisée, territorialisée. Chaque Soviétique se définissait ainsi par son inclusion ou son exclusion d'un certain nombre de domaines que les contributeurs de ce livre étudient. Casser l'idée d'un égalitarisme soviétique, où les droits seraient « universels », en montrant ce que Tamara Kondratieva appelle la « complexité du quotidien » constitue donc l'apport essentiel et fondamental de ce livre. On lui reprochera peut-être le choix de conserver en français le terme de « régime » décalqué du russe. Les régimes dont il est question ici ne sont pas des régimes politiques, mais des ensembles de règles et de dispositions qui définissent des espaces en URSS. Le sens existe aussi en français, mais il est moins immédiat et constitue parfois un obstacle pour le lecteur.

L'idée de la hiérarchisation de la société a déjà été abordée dans les travaux pionniers d'Elena Osokina, centrés cependant sur les « privilèges » dans l'accès à l'alimentation et sur la période du premier stalinisme. Cet ouvrage explore certes cette idée (au sein des trois derniers chapitres et en particulier dans celui que Tamara Kondratieva consacre à la cantine du Kremlin). Mais l'idée des contributeurs de ce travail n'est pas de penser uniquement la diversité sur le plan des privilèges, mais bien plutôt en termes d'hétérogénéité des statuts : la variété des quatorze exemples traités permet ainsi de multiplier les analyses, notamment en abordant la période 1945-1991, et d'approcher au mieux l'objet étudié. Liubov Denissova rappelle ainsi comment les kolkhoziens constituent une catégorie de Soviétiques à part, privés de liberté de circulation, régis par des règlements propres, sans salaires réguliers. D'autres chapitres abordent la question du statut des archivistes, des collaborateurs du KGB ou de l'industrie nucléaire. Cette logique de « régime » se traduit en particulier par des restrictions de résidence tout au long de la période soviétique. Nathalie Moine aborde ce sujet à l'époque stalinienne au travers de la question des passeports. Les villes « fermées », à savoir où les conditions de résidence étaient strictement contrôlées, restent l'un des exemples les plus connus et peut-être les moins étudiés de cette logique de définition par les règles. Les articles de V. Kolessov, P. Polian et N. Melnikova permettent néanmoins de les approcher.

L'une des dimensions appréciables de cet ouvrage tient à la mise à contribution d'un nombre important de collègues russes, permettant au lecteur français de se familiariser avec des travaux qui lui restent, le plus souvent, inaccessibles.

François-Xavier Nérard

CADIOT JULIETTE, AREL DOMINIQUE et ZAKHAROVA LARISSA (dir.), *Cacophonies d'empire : le gouvernement des langues dans l'Empire russe et l'Union soviétique*, Paris, CNRS éditions, 2010, 368 p., 28 €.

La question linguistique est indissociable des phases et des mécanismes de construction des souve-

rainetés russe et soviétique, autant que des bouleversements de la sortie d'Empire. L'ouvrage offre un panorama des réformes linguistiques et éducatives, et des enjeux de communication dans l'aire russo-soviétique. Sa structure suit un découpage chronologique, mais les articles se répondent intelligemment en soulevant des interrogations persistantes. À travers la multiplicité des terrains étudiés, des États baltes à l'Ouzbékistan, il souligne entre autres les effets inattendus de la législation sur les langues à différentes époques. La part de pragmatisme, l'interférence des relais locaux et les choix des acteurs altèrent souvent les aspirations idéalistes ou les projections politiques inhérentes aux décisions originelles. Comment une mesure progressiste, qui se présentait comme un droit à choisir la langue liturgique, se métamorphose-t-elle en une russification violente de l'Église catholique polonaise dans les années 1860-1880 (Mikhail Dolbilov) ? Comment les stratégies familiales optant pour le russe contredisent-elles la promotion des langues nationales en Volga-Oural soviétique (Xavier Le Torrivelec) ? Grâce à l'étude de l'application des mesures, du manque de moyens et de relais locaux dévoués et compétents, ou encore des changements de cap politique, les auteurs explorent l'ambiguïté des politiques de promotion des « langues des nationalités » (Juliette Cadiot, Caroline Gauthier, Grégory Dufaud). Ils mettent en avant le rôle des écoles, vecteurs d'enseignement multilingue, jusque dans le renouveau actuel d'établissements « ethno-culturels » à Moscou (Françoise Daucé).

Les articles multiplient brillamment les facteurs d'analyse. La dimension géopolitique pèse sur les politiques linguistiques, surtout dans les marges de l'Empire. C'est le cas dans les « provinces de l'Ouest » de l'Empire tsariste, soupçonnées d'être trop assujetties aux influences allemande ou polonaise jugées pernicieuses (Alexei Miller). Les pratiques individuelles et familiales ne se réduisent pas au choix imposé ou voulu entre le russe et une langue nationale. Elles s'intègrent dans un système de relations complexes

redéfinissant les pouvoirs des groupes, dans des territoires qui s'apparentent à des mosaïques ethniques, linguistiques ou religieuses. La région de Boukhara, la Galicie, ou encore la Géorgie (Zeev Levin, Larissa Zakharova, Silvia Serrano) ont connu et connaissent encore des recompositions linguistiques qui dépassent la fracture entre langue du peuple éponyme et supériorité de fait du russe. L'Ukraine, à très juste titre, est au cœur de l'ouvrage. Elle représente le fer de lance de nouvelles politiques et, après la chute de l'URSS, témoigne de l'imbrication de conflictualités intérieures et extérieures à travers la question linguistique (Alexandre Dmitriev, Caroline Gauthier, Volodymyr Kulyk).

On aurait apprécié quelques pistes complémentaires sur la méthodologie et les sources mobilisées par les auteurs, ou sur les modifications touchant la langue russe elle-même qui semblent précéder les standardisations des autres langues nationales. Enfin, peut-on établir un lien entre les politiques linguistiques, discriminatives ou valorisantes, avec les grandes fractures politiques et humaines ? Comment l'affirmation de la primauté du russe est-elle étayée par la mythologie de la Grande Guerre patriotique ? Quels sont les effets, mêmes éphémères, de la mort de Staline et de la politique des nationalités menée par Lavrenti Beria en 1953 ? De même, les formes de discrimination linguistique peuvent-elles se lire au regard des répressions de peuples, qui s'accroissent avec les opérations nationales de la Grande Terreur ou la déportation des peuples punis ?

La richesse, la subtilité et la finesse des pistes et des analyses font de ce recueil un ouvrage extrêmement instructif sur les contradictions, voire les absurdités des législations volontaristes sur les langues, et en même temps révèlent les racines de processus dont les conséquences se font sentir jusqu'à nos jours.

Juliette Denis

Institutions

HALPÉRIN JEAN-LOUIS (dir.), *Paris, capitale juridique (1804-1950) : étude de socio-histoire de la faculté de droit de Paris*, Paris, Éditions Rue d'Ulm/Presses de l'ENS, 2011, 219 p., 20 €.

L'histoire des facultés de droit et de son corps enseignant est longtemps restée un angle mort de l'historiographie française. L'histoire sociale, qui a pourtant consacré des études nombreuses aux autres institutions académiques, semble avoir quelque peu reculé devant les murs des facultés juridiques. Privilégiant l'histoire des idées, les juristes eux-mêmes, qu'ils soient ou non historiens, se sont également engagés fort modestement dans cette voie de l'histoire de l'enseignement supérieur. En particulier, la faculté de droit de Paris, « la première école de France » et le creuset des élites étatiques au 19^e siècle, n'a suscité que très peu de travaux. Paradoxalement, les modestes facultés de province ont, jusqu'à une époque récente, été mieux traitées par la recherche qui a consacré des monographies systématiques à certaines d'entre elles. La vague récente des commémorations des différentes créations napoléoniennes (à commencer par le bicentenaire du Code civil et par la naissance de l'institution scolaire d'État) et le train de réformes qui affectent actuellement le statut des enseignants-chercheurs et la gouvernance des universités ont contribué à multiplier les travaux sur l'histoire sociale et culturelle des facultés françaises de droit depuis 1804.

Issu d'une recherche financée par la Ville de Paris, l'ouvrage dirigé par Jean-Louis Halpérin (professeur à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm), *Paris, capitale juridique (1804-1950)*, vient combler opportunément un manque de la recherche et démontrer la fécondité d'une démarche socio-historique. Dans ce domaine de l'histoire sociale, nous ne possédions principalement, jusqu'à ce volume, que les articles de Christophe Charle sur les professeurs parisiens de la Belle Époque, les travaux de Marc Milet sur les engagements citoyens des professeurs de droit ou encore de Guillaume Sacriste sur le groupe des légistes

parisiens d'État. Plutôt que d'aborder les doctrines juridiques des professeurs parisiens, l'équipe de juristes réunie par Jean-Louis Halpérin traite utilement des questions traditionnellement laissées de côté : les formes de soutien scolaire personnalisé et le développement d'une édition spécialisée pour les étudiants (Guillaume Richard), l'évolution et la signification du nombre des docteurs en droit dans la première moitié du 19^e siècle (Marc Boninchi, Mathieu Touzeil-Divina) ou encore la réalité et les limites de l'attrait que représente la faculté parisienne aux yeux de professeurs provinciaux (Anne-Sophie Chambost, Mathieu Touzeil-Divina). À partir d'un examen précis des registres des délibérations de la faculté de droit de Paris, Jean-Louis Halpérin étudie le fonctionnement interne de cette dernière sur la période 1805-1950 et évalue les marges (variables) d'autonomie dont dispose la corporation enseignante pour se gouverner face à un pouvoir politique parfois encombrant. Interrogeant l'image d'une oligarchie universitaire à l'aide d'une démarche prosopographique, Vincent Bernaudeau décrypte, quant à lui, les évolutions du profil sociologique des professeurs de droit parisiens ainsi que leurs trajectoires professionnelles. Enfin, Marc Milet, abordant un problème souvent occulté, s'attache à préciser les modalités sociales et scientifiques de la rivalité entre Paris et la province sous la Troisième République.

Première étude synthétique sur cette institution aussi centrale que méconnue, cet ouvrage analyse le rayonnement d'une faculté qui, par son conservatisme politique et intellectuel, n'a cependant pas toujours su répondre aux défis de son temps.

Frédéric Audren

GHILES-MEILHAC SAMUEL, *Le CRIF : de la Résistance juive à la tentation du lobby*, Paris, Robert Laffont, « Le monde comme il va », 2011, 360 p., 21 €.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) est un acteur original de la vie française. Son dîner annuel est devenu un ren-

dez-vous incontournable. Dans une France qui récuse le communautarisme, le CRIF s'est érigé en lobby puissant et jaloué. Pourtant, aucune étude approfondie ne lui avait jamais été consacrée. La thèse de doctorat en sciences politiques de Samuel Ghiles-Meilhac, dirigée par Michel Wieviorka et publiée dans la collection que celui-ci dirige chez Robert Laffont, vient combler cette lacune. Il a eu accès à ses archives et a longuement interviewé ses dirigeants présents et passés.

Même si le jeune chercheur n'est pas historien, son livre retrace l'histoire du CRIF depuis sa naissance en 1943, aux heures les plus sombres de la Shoah. Divisés en plusieurs obédiences, les juifs communistes, sionistes et bundistes acceptent pour la première fois de s'unir. C'est le Conseil représentatif des israélites de France, rebaptisé Conseil représentatif des juifs de France, puis Conseil représentatif des institutions juives de France. Le nom change, mais le sigle reste : le CRIF sera toujours le CRIF. Pendant vingt ans, le CRIF ne fait pas parler de lui. Comme les Israélites d'avant-guerre si désireux de s'intégrer à la société française, les juifs d'après-guerre ne souhaitent pas afficher une identité communautaire. Leurs relations avec le jeune État d'Israël sont distantes pour ne pas nourrir le soupçon de double allégeance. Tout change en 1967. Alors que l'arrivée massive de nombreux juifs séfarades d'Afrique du Nord rajeunit et dynamise la communauté, la crainte de voir disparaître Israël, les critiques du général de Gaulle envers un « peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » et la fierté d'une victoire militaire éclatante mobilisent les juifs de France. Le CRIF, qui n'était jusqu'alors qu'une association de notables, peu connu du public et sans moyens financiers, sort de sa léthargie. Avec une visibilité croissante, le Conseil fait entendre sa voix autour de trois thématiques. Le premier est celui de la relation à Israël, dont le CRIF soutient sans nuance la politique. Le deuxième est la lutte contre l'antisémitisme, qui revêt une actualité d'autant plus grande que la popularité du Front national ne cesse de croître. La troisième, la plus intéressante pour l'historien, est le rôle de « gardien de la mémoire ». Le CRIF s'est arrogé ce rôle à partir notamment de l'affaire du car-

mel d'Auschwitz à l'occasion de laquelle il a inauguré une « diplomatie de la mémoire » (p. 97), pour faire obstacle à l'implantation d'un couvent catholique sur ce lieu central dans la mémoire de la Shoah.

Il est dommage que l'ouvrage trop court de Samuel Ghiles-Meilhac glisse rapidement sur cette question. Il évoque d'un mot les liens « institutionnalisés » (p. 253) entre le CRIF et la Fondation pour la mémoire de la Shoah. Il signale évasivement les recherches universitaires financées par le CRIF et publiées dans *Les Études du CRIF*. Mais, alors qu'il critique durement le manque de distance du CRIF à l'égard d'Israël et les dissensions que suscite depuis 2000 la droitisation de l'organisation, il n'explore guère la place de cette institution dans l'écriture de l'histoire des juifs de France. Cette lacune, si elle frustre l'historien, n'enlèvera rien au plaisir que prendra le citoyen à la lecture de cet ouvrage qui sait toujours conserver la bonne distance à l'égard de son objet d'étude.

Yves Gounin

Histoire intellectuelle, histoire des intellectuels

DAGAN YAËL, *La NRF entre guerre et paix, 1914-1925*, Paris, Tallandier, 2008, 427 p., 22 €.

En regard de tous les ouvrages parus à l'occasion du centenaire de la *NRF*, celui de Yaël Dagan consacré aux deux décennies ouvertes par l'entrée dans la Grande Guerre est sans doute le plus neuf. Issu d'une thèse de doctorat, il examine de manière très fine et très précise le double passage de la paix à la guerre puis de la guerre à la paix du « milieu » de la *NRF*. Comme le souligne son préfacier Christophe Prochasson, alors que les acteurs de ce milieu sont pour beaucoup des célébrités du monde littéraire pour la plupart bien connues des spécialistes de la littérature, le groupe restait relativement peu étudié par les historiens surtout pour cette période si cruciale des années 1914-1925. De fait, hormis la thèse de doctorat de Lionel Richard consacrée à « L'image de l'Al-

lemagne dans la *Nouvelle Revue française* de 1908 à 1943 », soutenue en 1973 mais restée inédite (et curieusement absente de la bibliographie), bien peu d'ouvrages historiques examinaient en détail la question. Et de détails, l'ouvrage de Yaël Dagan n'en manque pas. Le lecteur est en effet d'emblée frappé par la richesse de l'information et des sources utilisées. L'historienne se déplace avec aisance entre les correspondances des auteurs et leurs œuvres publiées dans la revue ou ailleurs, entre les coulisses de sa fabrication et les tensions qui la traversent. Pour autant, l'érudition de bon aloi de l'auteure, ainsi que son sens de la nuance, ne l'empêchent nullement d'avoir une thèse forte et neuve.

Elle commence par brosser un tableau de l'entrée en guerre de la revue et de ses membres. La suspension de la revue au début de la guerre n'est pas exceptionnelle, pas plus que l'attitude de la plupart de ses membres qui oscillent entre embusquage (notamment dans le cas de Gaston Gallimard qui la finance) et engagement volontaire. Entre ces deux pôles extrêmes, tout un éventail d'attitudes sont étudiées par l'historienne. Elles recouvrent les différentes attitudes intellectuelles face au conflit : les uns partent pour le front, les autres s'engagent dans une forme de propagande volontaire, d'autres encore, à l'instar d'André Gide, s'insèrent dans ce qu'on appellerait aujourd'hui l'action humanitaire à l'arrière en faveur des réfugiés. Globalement, nous dit l'historienne, « la guerre séduit les écrivains » et les membres de la *NRF* et ceux qui en sont proches, en cela, « n'affichent aucune originalité ». Avec la durée cependant, ce milieu traverse de nombreuses crises qui se traduisent notamment, à partir de 1917, par un net recul de la production des éditions de la *NRF* consacrée à la guerre. Ces crises touchent à des degrés divers les membres de la *NRF* avec des conséquences divergentes selon les individus. Chez Jacques Rivière, elles se traduisent par un « lent détachement des anciennes représentations » s'inscrivant dans un « mouvement de démobilisation » qui commence vers 1916. Jean Schlumberger ou Henri Ghéon au contraire voient leur nationalisme se radicaliser au cours du conflit. Même André Gide, pourtant

las de la guerre, subit un temps l'attraction de Charles Maurras. Roger Martin du Gard prend alors ses distances avec les membres de la revue qui lui semblent trop nationalistes. Ces itinéraires de guerre pèsent fortement sur les choix de l'après-guerre, lorsque est évoquée la possibilité de faire reparaître la revue. À partir de 1917, Rivière, désigné comme le futur directeur, et Schlumberger opposent leur conception de l'avenir de la revue. Ce dernier prône un primat du politique, alors que le premier est méfiant à l'égard de ce qu'il perçoit comme une orientation bien trop maurassienne.

Mais comme le montre Yaël Dagan, l'histoire de la guerre vient peser elle aussi directement sur les choix des acteurs et l'année 1918, avec la paix de Brest-Litovsk, puis les offensives allemandes et enfin la victoire, se traduit au sein du « milieu NRF » par une « courbe mobilisation-démobilisation-remobilisation » suivie après le 11 novembre 1918 d'une nouvelle démobilisation accompagnée d'une crise d'identité. Cette année se traduit par la publication de *L'Allemand* de Jacques Rivière, qui porte la marque de cette période. Une violente querelle opposant André Gide à Jacques Copeau et Gaston Gallimard au sujet de la publication des très patriotiques lettres de guerre de Pierre-Dominique Dupouey éclate au même moment. Gallimard tient bon dans son refus, pour ne céder finalement qu'en 1922 dans un tout autre contexte. Ce chapitre est sans doute l'un des meilleurs d'un ouvrage déjà fort bon. Avec une grande finesse, l'auteure analyse la manière dont Gide se mobilise pour Dupouey avant d'abandonner la cause, et comment Rivière prend très vite ses distances avec *L'Allemand* qu'il venait pourtant d'écrire dans le but de « prouver l'infériorité morale et intellectuelle du peuple allemand ».

Le « nouveau départ » de la revue est donc à la fois tributaire d'évolutions de moyen terme sous le coup de la guerre et de revirements de très court terme, tout comme de l'alchimie découlant des rapports entre ses différents membres dans le contexte de l'immédiat après-guerre. Lorsqu'il prend les rênes de la revue, Jacques Rivière lui imprime immédiatement et sans ambiguïté sa

marque, afin de ne pas se retrouver en position de devoir négocier sur le fond avec Henri Ghéon et Jean Schlumberger, qui n'ont pas abandonné l'idée d'une revue politique dans la lignée de leur engagement patriotique. Le choix qu'expose Rivière, dans un article programme devant paraître dans le premier numéro de mai-juin 1919, est tout autre. Il s'agit au contraire d'opérer un retour à la littérature adossé à un refus des « professions de foi politiques ». Afin de ne pas afficher des divisions pourtant bien réelles et de ne pas mettre en péril la revue au moment où elle reparaît, les opposants au nouveau directeur se contentent de réponses timides ou détournées. Ghéon, qui souhaite répondre de manière plus vigoureuse, voit son article être refusé. Le débat qui suivit la publication du premier numéro fut certes violent mais essentiellement interne à la revue, et comme celle-ci ne se disloqua finalement pas, son directeur s'en trouva renforcé. La revue put alors jouer pleinement son rôle et retrouver un magistère intellectuel et littéraire. Au moment même où éclatait une guerre de manifeste entre intellectuels de gauche et de droite, la NRF pouvait proposer autre chose, une forme de « gratuité », de neutralité littéraire. Cette proposition se heurta de nouveau à l'opposition des plus patriotes au sein de la revue, qui réclamaient une prise de position plus explicite de la part d'une revue qui, après tout, continua au cours des années 1919 et 1920 à publier des textes relativement « mobilisés ». Jacques Rivière tint bon et, épaulé par son secrétaire Jean Paulhan et fort du soutien d'André Gide et de Gaston Gallimard, parvint à en refaire une grande revue littéraire. Le succès commercial et de prestige de la NRF et des éditions Gallimard avalisait en quelque sorte les choix de Rivière et lui permettaient de surmonter une période de crise de sortie de guerre qui s'étendit jusque 1922. Le choix de Rivière est en quelque sorte le choix du retour à l'autonomie et aux règles du champ littéraire qui avaient été bouleversés par la guerre et par le large engagement patriotique des écrivains. L'ouvrage de Yaël Dagan se clôt alors par une étude du passage de la « littérature démobilisée » à un pacifisme de plus en plus affirmé passant notamment par un discours de réconciliation

avec *L'Allemand* et l'adoption de l'euro-péisme au moment où celui-ci commence à se développer en France et sur le continent.

On l'aura compris, le livre de Yaël Dagan est un livre important. L'auteure montre que les choix et querelles littéraires et intellectuelles ne sauraient ni se résumer d'un côté à des divergences d'opinions politiques réactivées par la fin de l'union sacrée – dans la tradition de l'histoire politique des intellectuels – ni, de l'autre, à des différences de vues spéculatives sur ce qu'est ou doit être la littérature – telles qu'elles sont le plus souvent mises en avant par les études littéraires. En fait, Yaël Dagan remet à sa juste place le poids du contexte de la guerre et de l'après-guerre dans l'histoire d'un milieu intellectuel. Ce faisant, elle montre aussi toute la pertinence et la richesse de l'usage des catégories de la « mobilisation » et de la « démobilisation culturelle » appliquée à l'étude du champ littéraire pendant et après la Première Guerre mondiale.

Nicolas Beaupré

CANTIER JACQUES, *Pierre Drieu la Rochelle*, Paris, Perrin, 2011, 315 p., 22 €.

Il existe bien un « mythe Drieu la Rochelle » : vivant, la critique lui offrit plus d'épines que de roses ; mais mort, il attire à lui régulièrement d'excellents biographes (Pierre Andreu, Dominique Desanti, Frédéric Grover) ou des chercheurs (la thèse de doctorat récente de Jean-Baptiste Bruneau) convaincus de tenir en lui un « contemporain capital ». Et, en effet, Drieu, par la sinuosité de son parcours (de Dada au fascisme en passant par l'euro-péisme briandiste), par la qualité de ses amitiés (Aragon, Bel, Malraux), fut une merveilleuse plaque sensible d'un entre-deux-guerres passablement mouvementé. Jacques Cantier nous offre à son tour une excellente biographie, nerveuse, souvent inspirée (beaux passages sur le début des années 1920 et les fêlures de ces hommes avides de ressaisir la vie), toujours bien documentée quant au dernier état de la recherche. Il restitue finement les saisons d'une existence où l'essentiel, comme souvent, est dit assez tôt.

Issu d'une famille de petite bourgeoisie sur le déclin, confronté à un échec scolaire cuisant, Drieu remâche fort jeune les idées sombres de la pensée réactionnaire fin de siècle, sur la décadence, sur l'appel au sursaut idéaliste et à la grande virilité retrouvée. La Grande Guerre dérègle en partie ce système de coordonnées et pendant quinze ans Drieu oscillera entre droite (Charles Maurras lui en impose) et gauche modérée (autour d'un pacifisme européen) avant que le 6 février 1934 ne le déporte à l'extrême droite autour du parti populaire français. Pourtant, point de téléologie ici : le choix de la collaboration paraît surtout le fruit des dernières déconvenues littéraires de l'écrivain auprès de la NRF en 1939 ; et son installation à la tête de la revue à l'automne 1940 sonne comme une revanche tardive. L'auteur ne cache rien sur une fin de parcours peu édifiante même si, ponctuellement, Drieu eut l'élégance de beaux gestes pour sauver des proches tels Jean Paulhan ou sa première femme (juive) et ses enfants. L'auteur n'insiste pas trop sur les explications de type psychanalytiques ou alors, à l'inverse, strictement matérielles (la question se pose en tout cas pour un Ramon Fernandez et son arrivée au parti populaire français pour des raisons financières), pour comprendre cette dérive fasciste. Les vieilles obsessions sur le « déclin de la race » (également credo d'un Céline) qui le hantaient dans sa jeunesse ont suffi à balayer le vernis libéral des années 1920. Par sa justesse de ton et la sûreté de ses analyses, ce livre mérite un détour.

François Chaubet

Pratiques et usages des sciences humaines

TOURNÈS LUDOVIC, *Sciences de l'homme et politique : les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*, Paris, Les Classiques Garnier, « Bibliothèque des sciences sociales », 2011, 412 p., 59 €.

Si l'anti-américanisme français s'avère aujourd'hui un domaine historiographique bien balisé, il n'en va pas encore de même avec l'histoire des relations

multiformes de coopération entre la France et les États-Unis au 20^e siècle. Après le travail pionnier de Brigitte Mazon, Ludovic Tournès explore à son tour les relations scientifico-institutionnelles nouées entre certains acteurs de la science française (médecine et sciences sociales) et ces interlocuteurs un peu particuliers, mal connus chez nous car délibérément discrets dans leurs modes d'intervention, que furent les grandes fondations philanthropiques américaines. À cheval entre l'histoire des sciences et de leurs processus d'innovation et de celle des relations internationales, ce livre redessine avec brio tout un pan de l'histoire des savoirs et de leur circulation transnationale entre l'Europe et les États-Unis. En effet, grâce à des cas concrets soigneusement analysés (notamment, la remarquable évocation du milieu scientifique, politique, social lyonnais dans l'entre-deux-guerres), l'auteur aboutit à récuser la notion classique d'« américanisation » (fondée sur le couple émetteur américain et récepteur non américain), pour lui substituer une approche plus subtile en termes de circulations croisées, d'emprunts et d'enrichissements mutuels, de coproduction des savoirs.

On lira au cœur du livre, véritable exposé de la méthode, l'examen très précis des innovations dans le domaine de la santé dans l'entre-deux-guerres, co-élaborées au cours d'échanges multiples entre la Fondation Rockefeller et les milieux les plus dynamiques de la médecine hexagonale. De la campagne de lutte contre la tuberculose, à la sortie de la Grande Guerre, à la politique de formation des infirmières ou à celle de la refonte du système hospitalier pour créer une structure qui soit d'enseignement et de recherche, d'un côté l'auteur cerne très précisément les attentes et les atouts des acteurs français innovants, et de l'autre il évoque avec pertinence les méthodes prudentes et circonstanciées des interlocuteurs de la Fondation Rockefeller qui reposent, le plus souvent, sur une fine connaissance des rapports de force locaux.

On voit donc nettement dans cet ouvrage des éléments auxquels on ne s'attendait pas forcé-

ment *a priori* ; à la fois l'ancienneté (avant 1914 ou dès 1914-1918) et l'ancrage profond de ces relations scientifiques (la France étant un pays clé pour les fondations aussi bien avant 1940 qu'après). On constate aussi l'incontestable productivité de ces liens, aussi bien en termes de production de connaissances (de la recherche sur le cancer à l'aide apportée au développement de disciplines neuves telles que le management ou les relations internationales) que de créations institutionnelles réussies (entre autres, la sixième section des Hautes Études en 1947 puis la Maison des sciences de l'Homme en 1957 ou l'INSEAD de Fontainebleau en 1958). Reste une question de fond, matière à une controverse scientifique il y a presque trente ans, sur le rôle politique réel de ces fondations. Ludovic Tournès récuse donc éloquemment les analyses en termes d'« impérialisme culturel » que d'aucuns ont voulu proposer. Mais ne peut-on pas parler malgré tout d'un incontestable pouvoir d'influence, aussi modéré et subtil soit-il ? La discrétion des fondations, leur capacité à activer des réseaux transnationaux et à en reformuler les meilleures réalisations (celles de la science allemande notamment) les éloignent certes beaucoup de l'action agressive et souvent unilatérale des *majors* hollywoodiennes. Mais il n'en reste pas moins un *soft power* américain indéniable, qui crée, sur le siècle écoulé, des solidarités atlantistes durables.

L'auteur, en concluant son enquête, suggère d'ailleurs un chantier encore quasi vierge, au moins dans le domaine des sciences : celui des circulations et répercussions à l'intérieur des États-Unis de ce qui provient de ces productions transnationales. On voit ainsi une approche se dessiner en termes d'« hybridation », de « différence » (Jacques Derrida), et qui tend à dépasser les oppositions entre extérieur et intérieur. Pourtant, le défi ne serait-il pas de réintroduire aussi le pouvoir dans tous ces mécanismes qui sont, effectivement, au-delà du binarisme culturel et politique classique ? Mais il faut déjà lire ce livre pour en apprécier la solidité exemplaire.

François Chaubert

TANGUY LUCIE, *La Sociologie du travail en France : enquêtes sur le travail des sociologues, 1950-1990*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2011, 267 p., 20 €.

Il ne manque pas de bonnes synthèses, dans le genre de l'histoire des idées, sur la sociologie française après 1945 et de sa refondation au contact de l'Amérique. Mais il existe encore peu de travaux empiriques, étayés sur des archives (sauf un peu du côté de certains politistes comme Philippe Bezes), qui étudieraient le rôle des grands laboratoires et leurs relations aux commanditaires ou les trajectoires des grandes figures de la discipline (Georges Friedmann, Michel Crozier, Alain Touraine). Ce livre vient donc combler un grand vide (hormis l'étude récente, non citée ici, de la revue *Sociologie du travail* par Anni Borzeix et Gwenaële Rot), en proposant l'examen de ce qui fut la matrice de la sociologie française après 1945 : la sociologie du travail. Par sa clarté, sa capacité de synthèse, son recours aux archives (un peu trop parcimonieux cependant), il relit efficacement un pan de l'histoire de cette discipline et de ses enjeux socio-intellectuels.

Au cœur du livre se trouve une réflexion sur les conditions de production de la sociologie du travail ainsi que sur les identités professionnelles qui peuvent en résulter. On voit donc, dans les années fondatrices (1950-1960), se mettre en place une collaboration (élitiste) entre chercheurs et hauts fonctionnaires (la fondation en 1952 de l'Institut des sciences sociales du travail, ISST, en est le moment clé et non la création, en 1946, du Centre d'études sociologiques de Friedmann), guidés par l'idéologie de la nécessaire modernisation du pays et convaincus de la nécessité de produire des travaux sociologiques qui assurent continuité entre théorie et application. Ce modèle de la recherche « utile » ne fut pas pour autant incompatible avec l'ambition scientifique et son sel critique. Or, l'auteure enregistre une constante dégradation de cet équilibre initial. Le tournant s'opérerait à ses yeux avec l'ambitieuse

politique scientifique menée par le pouvoir socialiste qui, de manière complexe, tente à la fois de rapprocher la science du grand public, tout en insistant très nettement sur la dimension appliquée des savoirs. Un ensemble de programmes de recherche est mis en place, dont celui du PIRTEM créé en 1984, et qui reposait aussi sur des financements importants d'entreprises privées. Une analyse serrée montre alors comment les sociologues du travail impliqués dans ces programmes interdisciplinaires ont cherché dès lors à délimiter un nouveau champ d'étude (l'entreprise et non l'atelier comme jadis) et souscrit à un nouveau type de relation avec le commanditaire (le diagnostic-conseil au détriment des principes scientifiques et critiques). La professionnalisation et spécialisation croissantes du métier ont donc conduit à cette situation trouble de mélange des genres où « l'intervention sociologique » en entreprise cesserait d'être la sœur de l'explication ou compréhension classique.

Si ce diagnostic d'ensemble nous paraît assez juste et cohérent, on pourra regretter la part un peu congrue réservée aux débats contradictoires entre les grands maîtres de la discipline dans les années 1960 (Crozier versus Touraine, Touraine versus Reynaud), sans doute aussi le défaut de perspective dans l'oubli de la figure de Michel Crozier qui fut peut-être le premier à mettre en œuvre le modèle du « sociologue conseil » dès les années 1970. Pourtant, entre l'expertise sociologique des années 1980 et la sociologie critique de la modernisation des années 1950, le sociologue ne reste-t-il pas toujours un peu écartelé entre son souci de l'application et son désir de faire œuvre scientifique ? Le dosage dépend, bien sûr, en grande mesure du commanditaire. Cet ouvrage, au carrefour de l'histoire des sciences et de l'histoire politique et sociale, nous permettra donc d'enrichir très utilement notre vision de la modernisation d'après-guerre et de ses avatars dans les vingt dernières années du siècle écoulé.

François Chaubet

Pratiques socioculturelles

BARD CHRISTINE, *Une histoire politique du pantalon*, Paris, Seuil, 2010, 399 p., 22 €.

Après s'être intéressée à *Ce que soulève la jupe* dans un ouvrage paru également en 2010, l'historienne Christine Bard publie *Une histoire politique du pantalon* de la Révolution à nos jours. On y retrouve le même objectif : réaliser « une histoire politique de la culture matérielle » qui s'intéresse aux « usages des corps et aux identités sexuées ». Si le premier ouvrage avait plutôt la forme d'un court essai, celui-ci offre une analyse approfondie, appuyée sur un important travail de collecte d'archives. L'auteure fait du pantalon un observatoire des rapports de genre et en particulier de l'exclusion des femmes de la sphère politique. En effet, selon le dicton « qui culotte a, pouvoir a », et les femmes comme les hommes ne s'y trompent pas, le port du pantalon pose la question plus large des inégalités tant dans la vie privée que dans la vie publique. L'ouvrage revisite ainsi l'histoire politique contemporaine au prisme du vêtement, il y est question de droits et d'interdictions, d'utopies et de transgression, de tolérance et de banalisation.

Tout commence avec la Révolution française qui correspond la fois à une émancipation et une prise de parole des femmes et au refus de leur participation politique. Dans le contexte de rupture révolutionnaire, le vêtement joue un rôle central : il exprime le changement radical à l'œuvre. La question du port de l'uniforme pour les femmes souhaitant défendre la patrie, comme les hommes, autant que celle du port obligatoire de la cocarde pour les citoyennes fait débat, voire désordre, et mène à l'interdiction des clubs de femmes le 30 octobre 1793. Le Directoire, dans un contexte de crise politique et dans sa volonté de ramener l'ordre, va plus loin : l'ordonnance du 16 brumaire an IX (7 novembre 1800) stipule que « toute femme, désirant s'habiller en homme, devra se présenter à la préfecture de police pour en obtenir l'autorisation ». Ce texte annonce le Code civil de 1804, qui affirme l'infériorité légale des femmes et vient

refermer la parenthèse révolutionnaire. À partir de là, Christine Bard traque les cas exceptionnels de femmes en pantalon transgressant le rôle que la société leur assigne. Les demandes d'autorisation, très peu nombreuses dans les archives, émanent de femmes qui exercent des professions masculines ou de femmes à barbe voulant accorder leur costume à leur pilosité. Mais le pantalon féminin est aussi une utopie qui n'est pas ignorée par la pensée socialiste naissante. L'auteure s'intéresse ainsi aux saint-simoniens, à Étienne Cabet et au « bloomer », le pantalon à la mode turque porté sous une jupe à mi-mollet, recommandé par Amelia Bloomer, la suffragiste américaine, en 1851. La question du pantalon permet en outre à l'auteure de revisiter l'antiféminisme à travers la peur de l'inversion des rôles féminins et masculins. En effet, quelques femmes s'émancipent à travers le socialisme, la participation à la Révolution de 1848 puis aux mouvements féministes naissants à partir des années 1860. Les caricaturistes moquent bas-bleus, vésuviennes et viragos qui veulent porter la culotte. Ce ne sont pourtant pas elles qui portent des pantalons, mais des femmes issues de milieux artistiques comme l'écrivaine George Sand et la peintre Rosa Bonheur ou bien des aventurières qui parcourent le monde.

Le port du pantalon est-il une forme de féminisme ? Christine Bard montre bien que la réalité est complexe et que la question divise les militantes. Seule la très radicale Madeleine Pelletier prend le costume d'homme et fait de la « virilisation des femmes un projet politique ». De même la sportive et championne automobile Violette Morris est une exception qui fait scandale. Pour la grande majorité des femmes, la réforme du costume est progressive et non linéaire. La Belle Époque est un moment clé, notamment du fait de la pratique du cyclisme et plus généralement du sport, mais aussi des activités balnéaires : le pantalon s'impose alors dans la mode pour s'adapter aux changements des pratiques sociales. Le pantalon féminin existe aussi au tournant du 19^e et du 20^e dans les classes populaires, chez les femmes qui travaillent : bergères corses, pêcheuses d'huître de Marennes. Les femmes le portent également dans le contexte des deux guerres

mondiales pour travailler ou lorsqu'elles entrent, en très faible nombre, dans l'armée. Pour autant, le pantalon reste lié à des circonstances particulières et les années 1920, tout comme les années 1950, sont des moments de retour de la jupe et de reféminisation des vêtements après la confusion des sexes imposée par les conflits. Si le pantalon féminin parvient progressivement à s'imposer au 20^e siècle, cela ne va pas sans résistance. Il faut attendre les années 1960 pour voir sa consécration tant dans la mode que dans le quotidien. Il est aujourd'hui banal, même chez les femmes politiques.

L'ouvrage de Christine Bard apporte à la fois à l'histoire politique et à l'histoire des femmes et du genre. La réflexion dans le temps long, et c'est une gageure de prendre en grappe une période qui va de la Révolution à nos jours, permet de remettre en cause le récit trop souvent linéaire d'une progressive émancipation des femmes et au contraire d'insister sur les résistances symboliques à travers la question de l'égalité vestimentaire. Une question demeure, le pantalon des hommes, évoqué par l'auteure pour la période révolutionnaire, traverse-t-il les siècles sans changement ?

Bibia Pavard

DIAMOND ANDREW, *Mean Streets : Chicago Youths and the Everyday Struggle for Empowerment in the Multiracial City, 1908-1969*, Berkeley, California University Press, 2009, 416 p., 24,95 \$.

L'ouvrage de l'historien américain, maître de conférences à l'Université Lille-III, Andrew Diamond propose un travail ambitieux d'histoire urbaine, sociale et culturelle. Construit chronologiquement, *Mean Streets* offre une vision des espaces publics (parcs, rues, écoles, lieux de loisirs et centres commerciaux) de la ville de Chicago entre les années 1910 et les années 1960 comme espaces de lutte et d'affirmation identitaire pour les jeunes issus des classes populaires.

Divisés en six chapitres, Andrew Diamond explore la trajectoire des enfants de migrants européens pour qui la participation à des gangs ethniques et raciaux révèle tant les conflits génération-

nels liés à l'américanisation et l'éloignement de la culture des parents, qu'à l'incertitude quant à l'appartenance au groupe racial blanc. Le deuxième chapitre poursuit la discussion sur l'incertitude des catégories raciales dans un contexte d'émergence d'une société de loisirs et de constitution d'une sous-culture jeune nourrie par l'ouverture de salles de danses, de centres de loisirs au cours de l'entre-deux-guerres, mais également la participation à des gangs ethniques ou raciaux. Les lieux publics de loisir et de consommation constituent des espaces de confrontation ainsi que d'interactions entre jeunes hommes et jeunes filles d'origines distinctes. Andrew Diamond parvient à montrer comment une *youth culture* se construit au sein de cet espace situé entre l'école et le marché du travail, dans un contexte contribuant à creuser encore davantage la distance entre les migrants d'origine européenne et leurs enfants. Le troisième chapitre de l'ouvrage permet de comprendre les dynamiques de constitution d'une sous-culture chez les jeunes Noirs pendant la Seconde Guerre mondiale. Andrew Diamond y analyse son rôle notamment constitué par les activités délinquantes de gangs de jeunes, dans l'émergence d'une conscience des problèmes sociaux importants rencontrés par les populations noires dans la ville. En prétendant accéder à des lieux, des espaces ou une société de consommation qui leur sont fermés, ces jeunes agissent comme des révélateurs des situations d'injustice sociales pour les Noirs dans la ville de Chicago. Face à la menace que représentent pour eux les demandes d'intégration de la population noire, les jeunes « Blancs » se livrent à des campagnes de violence raciale au cours de l'immédiat après-guerre comme le montre le quatrième chapitre « Angry Young Men ». Les deux derniers chapitres, qui portent sur les thèmes plus connus de l'action collective de jeunes Noirs ou Portoricains dans les années 1950 et 1960, offrent là encore un regard neuf. L'auteur étudie en effet la politisation croissante des actions collectives de ces jeunes à la fois acteurs et enjeux des mobilisations de la période. Le sixième chapitre livre une analyse riche sur l'importance de l'école, comme lieu de rencontre entre les classes défavorisées, l'État et les parents dépourvus de

capitales sociaux ou politiques, dans les mobilisations des Afro-Américains à la période du Mouvement des droits civiques.

Le travail d'Andrew Diamond mobilise un nombre considérable d'archives de la ville de Chicago, de rapports officiels ou encore de dossiers de travailleurs sociaux qui accompagnent les jeunes évoqués tout au long de l'ouvrage. L'auteur analyse de manière convaincante l'implication des « jeunes » dans ce qu'il désigne comme les « microdynamiques » tant de la construction d'identités raciales que de l'action collective.

Le principal reproche que l'on pourrait faire à *Mean Streets* est paradoxalement l'une de ces principales richesses : d'avoir tenu ensemble l'analyse de la construction d'identités raciales et ethniques de divers groupes parallèlement à la valorisation de la masculinité, les transformations de la ville de Chicago sous l'effet des migrations et des périodes de croissance et de crise économique, l'émergence de la société de loisir pour les classes populaires et les modalités de l'action collective (délinquante ou politique) des années 1910 aux années 1960. Le résultat rend la lecture parfois ardue, tant la masse des informations et sources mobilisées par l'auteur est vaste. Mais l'ensemble est particulièrement convaincant et fait de *Mean Streets* un ouvrage de référence pour appréhender la question des relations raciales et ethniques dans une perspective socio-historique.

Audrey Célestine

HUBSCHER RONALD, *Cinéastes en campagne*, Paris/Condé-sur-Noireau, Cerf/Corlet, « 7-Art », 2011, 348 p., 38 €.

Historien du monde rural reconnu, Ronald Hubscher, délaissant les archives de la terre pour celles de la Cinémathèque du ministère de l'Agriculture, nous offre une solide enquête sur les rapports entretenus par notre cinéma national avec les campagnes françaises. Prenant le parti d'une quasi-exhaustivité et de la relativement longue durée du médium au moment où la France connaît la grande mutation de son agriculture, il brosse un tableau pertinent d'un peu

plus d'un siècle de représentation du monde paysan dans le septième art.

Divisé en trois parties de trois chapitres chacune, *Cinéastes en campagne* fait le choix de trois grandes thématiques. La première, classique, intitulée « Une campagne au prisme de la ville » analyse le regard urbain sur la paix des champs : Conventions du comique villageois, personnages stéréotypés, souvenirs campagnards d'urbains heureux de l'être sont joliment mis en scène, non sans parfois des télescopages d'époque qui laissent pantois, les héroïnes de Pagnol et l'Hélène, imposteur hitchcockienne de *J'ai épousé une ombre*, traités sur le même plan, mais avec de superbes moments sur la fonction du paysage. La seconde partie, « Du retour à la terre au retour à la nature », est souvent passionnante. Elle analyse avec brio les écrans du retour à la terre, particulièrement pendant l'entre-deux-guerres : Pagnol bien sûr, toujours et encore, mais aussi Jean Choux, Jean de Baroncelli, Léon Poirier, cinéastes ruralistes et, à l'occasion, maréchalistes, ou le plus ambigu Jacques Becker et son *Goupi-Mains-Rouges*. La guerre passée, la sous-série continue avec l'utopie d'un retour à la terre sans racines, fort bien analysé à travers *Une hirondelle a fait le printemps* de Christian Carion. Le chapitre intercalé entre les deux précédents, « Le film agricole au service de l'agrarisme », d'un intérêt primordial pour l'historien, ne trouve là que difficilement sa place, il eût fait un bel article autonome. Intitulée « L'écran emphatique », la troisième partie est un peu fourre-tout : les chapitres sont stimulants mais la logique qui les lie entre eux se révèle peu évidente. Un chapitre, un peu rapide, consacré au film historique omet *Le Retour de Martin Guerre* de Daniel Vigne, pour privilégier la période révolutionnaire avec, il est vrai, de belles analyses, avant de s'intéresser au régionalisme non nécessairement historique. Le chapitre suivant « Mal être et devoir de mémoire » présente, entre autres, une interprétation intéressante du travail de Raymond Depardon dans *Profils paysans*. Quant au dernier, « Campagnes militantes », traitant du cinéma militant, il est en décalage avec l'ensemble plutôt construit autour du cinéma de fiction grand public.

Cinéastes en campagne constitue un ouvrage précieux, bien et intelligemment écrit, mais se préoccupant peu de la périodisation comme de la répartition géographique des œuvres, ce qui aurait pu apporter une vision plus globale du sujet et mieux nourrir la réflexion du lecteur. Une œuvre incontournable mais pas indépassable.

Michel Cadé

GOETSCHEL PASCALE, JOST FRANÇOIS et TSIKOUNAS MYRIAM (dir.), *Lire, voir, entendre : la réception des objets médiatiques*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 400 p., 35 €.

Cet ouvrage est issu d'un colloque consacré aux « productions des médias contemporains » et aux « objets médiatisés par un médium (écrit, image, son) ou transmis par un médiateur ». Ce livre manifeste la volonté de défricher largement la question, en l'abordant à la fois sous l'angle théorique et empirique, à partir d'une grande diversité d'études de cas concernant des thèmes très différents : films et séries télévisées, peintures, musique et même réception académique avec l'exemple des comptes rendus... dans les revues d'histoire. Il faut souligner la volonté de considérer des objets appartenant tant à la culture légitime qu'à la culture populaire. Les angles d'analyse sont pluridisciplinaires, avec les contributions d'historiens, mais aussi de sociologues, d'historiens de l'art, de spécialistes des sciences de l'information ou de la communication.

L'ouvrage est organisé en trois parties, consacrées aux discours de la réception, aux usages et appropriations, et à la « spirale production-réception ». Sa structure reprend celle du colloque et chaque partie comprend des articles regroupés par thèmes dans des « ateliers », consacrés par exemple au rôle des médiateurs, aux différenciations sociales de la réception ou à la musique et au son. La première partie, à dimension plus théorique, analyse la manière dont a évolué le regard porté sur la réception des objets culturels, thème dont les historiens se sont emparés avec retard, et qui est dominé par le débat opposant « ceux qui sont convaincus de la force d'imposition des messages

à ceux qui soulignent la liberté dont jouissent les récepteurs ». Les différentes contributions tentent de complexifier le débat, en insistant sur les normes et les codes à travers lesquels un message culturel est perçu. La deuxième partie s'attache à mesurer la manière dont l'appartenance à différentes catégories sociales influe sur l'appropriation ou l'usage d'un bien culturel, en s'intéressant tout particulièrement au cinéma, à la photographie, au théâtre et à la musique. Elle fait intervenir la notion de « réception molle », qui concerne à la fois un événement et sa mémoire, à travers les représentations qui lui sont attachées. Dans ce cadre, l'étude de l'appropriation des objets médiatiques ne doit pas se limiter au temps court, mais met en jeu des temporalités plus longues. Enfin, la dernière partie intègre la circulation et les allers et retours entre producteurs et récepteurs, loin de toute conception figée de leurs rôles respectifs. Les auteurs penchent donc pour l'idée d'objets médiatiques dont le sens n'est pas défini *a priori*, mais dépend de nombreux paramètres, selon la posture adoptée par le récepteur.

Si nous regrettons l'absence d'une conclusion qui aurait permis de ramasser davantage les acquis de l'ouvrage, il fournit néanmoins de nombreuses pistes de réflexion, à la fois dans ses objets et dans la manière de les aborder.

Sylvain Pattieu

FONTAINE MARION, *Le Racing Club de Lens et les « gueules noires » : essai d'histoire sociale*, Paris, Les Indes savantes, 2010, 291 p., 29 €.

Cet essai consacré à l'ancrage du Racing Club de Lens dans son territoire minier marie avec bonheur histoire du sport et histoire ouvrière. Marion Fontaine suit tout d'abord l'émergence du football dans la ville, soutenu par la Compagnie qui inaugure le stade *Bollaert* en 1933. Dans l'entre-deux-guerres pourtant, la Compagnie de Lens s'oppose à la municipalité socialiste, sous la houlette notamment d'Émile Basly. Car le club, fondé en 1906, est celui des établis et du centre-ville, avant d'être pris en charge par la Compagnie en 1934, quand la municipalité entend d'abord sou-

tenir les mineurs. De fait, la Compagnie utilise le football pour développer son emprise paternaliste. C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale, et la nationalisation des houillères, que le football conquiert une popularité au détriment des jeux et sports miniers traditionnels, en particulier le tir à l'arc ou la colombophilie. Malgré la tentative de la CGT et du parti communiste de développer un football corporatif à visée politique, les mineurs lensois, à l'instar de leurs camarades de Gelsenkirchen qui supportent Schalke 04, se reconnaissent dans le Racing. Les communistes, qui conquièrent fugacement la mairie avec Auguste Lecœur, entérinent d'ailleurs cette popularité, quand l'édile tente en vain d'empêcher la relégation du Racing en deuxième division en 1947.

L'après-guerre voit ainsi la promotion d'une culture indissolublement sociale et régionale, autour du sport. Il s'agit de retourner le stigmate d'une exclusion à la fois sociale et géographique en sentiment de fierté et d'élection. Mais cette promotion bénéficie d'abord au Racing, qui s'assure une hégémonie sportive dans le bassin. Il recrute alors les meilleurs joueurs locaux, notamment des mineurs polonais ou leurs fils, dont les qualités ouvrières sont supposées correspondre aux exigences du football : sens de l'effort et de l'abnégation ou capacité à se fondre dans un collectif. Dans une analogie remarquable avec les traditions footballistiques anglaises, le Racing se veut alors le club des « gueules noires », et dédaigne les vedettes. Ce sont les valeurs de virilité, d'engagement, de fidélité que le club promet.

Cependant, la crise bouleverse le monde minier dès les années 1960. Face à une désindustrialisation menée depuis la capitale, les maires de Lens, le Dr Schaffner et surtout André Delelis tentent d'engager une ré-industrialisation, pour résorber un problème économique, mais aussi social, urbain ou éducatif. Cette crise atteint par ricochet le Racing que les Houillères n'ont plus les moyens d'entretenir : en 1969-1970, il est à nouveau rétrogradé, en même temps qu'il abandonne le professionnalisme. Son renouveau doit beaucoup à l'énergie de la municipalité, qui entend en faire un étendard de la ville, en ces années où

le club d'une autre ville minière, Saint-Étienne, accumule les trophées. Cette longue convalescence s'achève en 1998 par la conquête du titre de champion de France. S'agit-il d'une revanche des mineurs ? Ceci reste à voir, car il n'en reste plus guère et les derniers, souvent marocains, sont demeurés à l'écart de cette passion à la fois sportive, sociale et campaniliste.

En même temps qu'elle déjoue tous les clichés sur le club, Marion Fontaine restitue tout un pan de l'histoire de Lens et de sa population ouvrière, alimentée par les vagues successives d'immigration. Parce qu'elle combine les entrées par le patronat, la municipalité et le Club qui visent tous à capter le monde minier, l'historienne propose un fort bel essai d'histoire sociale.

Xavier Vignā

Religions, société et politique

ROULIN STÉPHANIE, *Un credo anticommuniste : la commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, Lausanne, Antipodes, 2010, 517 p., 35 €.

Dans cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat, Stéphanie Roulin s'attache à la question complexe des liens entre politique et religion dans les milieux anticommunistes. Centrée sur la commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste (EIA), cette étude détaille minutieusement la constitution d'un réseau qui se veut interconfessionnel mais qui peine, malgré une activité d'une vingtaine d'années, à fédérer un large mouvement dépassant le petit cénacle de l'EIA. Véritable pendant religieux de l'EIA, Pro Deo fonctionne depuis 1924 comme groupe de pression officieux et ne rate pas une occasion de dénoncer les crimes menés contre les chrétiens en URSS. Pour y parvenir, Pro Deo devient un véritable observatoire des publications soviétiques, qui sont recensées et traduites de manière systématique, faisant des archives de l'EIA une source extrêmement riche que l'auteure exploite avec intelligence.

La première partie de ce travail est consacrée au développement de l'EIA durant l'entre-deux-guerres, avec une attention marquée apportée aux acteurs. Parmi ceux-ci, signalons le Dr Georges Lodyginsky, Russe qui part en exil dès 1920 et s'installe à Genève où il deviendra le pivot de Pro Deo. Stéphanie Roulin retrace avec précision les réseaux dans lesquels Lodyginsky est actif, mettant ainsi en lumière les ramifications européennes de l'organisation. La seconde partie du livre présente les actions et valeurs défendues par l'EIA et Pro Deo. La dénonciation des crimes communistes occupe activement Pro Deo qui ne parvient toutefois pas à ses fins, à savoir l'isolement diplomatique de l'URSS. En effet, le fanatisme (même si l'auteure se garde bien d'employer ce mot) des responsables de Pro Deo l'enfonce dans une ligne solitaire. Le bilan de son activité reste mitigé, et ni la SDN ni le Vatican ne répondent à ses appels. Un certain optimisme souffle pourtant sur Pro Deo à partir de 1933 : l'EIA voit en l'Allemagne nazie l'alliée par excellence de la lutte contre le bolchevisme, comme le détaille la troisième partie de l'ouvrage. Mais, prise dans des contradictions internes, aveuglée par son anticommunisme, la commission Pro Deo s'affaiblit et la quatrième partie du livre insiste sur les ambiguïtés de son combat. Obsédée par le danger bolchevique qui menacerait la chrétienté, les dirigeants de l'EIA ne parviennent pas à négocier le virage de la Seconde Guerre mondiale et ne comprennent pas qu'avec sa participation à l'écrasement de l'Allemagne, l'URSS a désormais une nouvelle image sur la scène internationale. En 1950, la commission Pro Deo est liquidée alors que ses principaux animateurs, comme Lodyginsky, continuent à voir dans le fascisme l'allié de l'anticommunisme.

L'ouvrage, accompagné d'un index qui recense les nombreux protagonistes de cette histoire, est très dense, et l'on peut regretter l'absence de synthèse à la fin des chapitres. Il s'agit d'un petit bémol à cette thèse de doctorat qui offre une analyse très complexe d'un des plus grands réseaux anticommunistes de l'entre-deux-guerres. En s'appuyant sur des fonds d'archives allemands, américains, suisses ainsi que sur les archi-

ves du Vatican, Stéphanie Roulin dépasse en effet la monographie d'un groupuscule basé à Genève pour en démonter les réseaux s'étendant à toute l'Europe. Ce travail s'inscrit dans une historiographie de l'anticommunisme en plein développement mais qui a jusqu'ici relativement ignoré l'aspect religieux pour cette période. La lecture de ce livre montre combien les dimensions religieuse et politique d'un même phénomène peuvent s'interpénétrer à tel point qu'il devient parfois difficile de les séparer.

Pauline Milani

PONCELET YVES, *Pierre l'Ermite (1863-1959) : prêtre journaliste à La Croix et romancier. Présence catholique à la culture de masse*, Paris, Cerf, 2011, 663 p., 44 €.

Qui se souviendrait aujourd'hui de l'abbé Edmond Loutil s'il était resté dans son rôle de prêtre du diocèse de Paris ? Né en 1863, ordonné en 1888, il a certes accompli une belle carrière sacerdotale, mais qui n'a rien d'exceptionnel : vicaire en banlieue (Clichy) puis dans deux beaux quartiers de la capitale (Saint-Roch et Saint-Pierre-de-Chaillot), il obtient une cure de quartier populaire (Saint-Jean-l'Évangéliste à Montmartre) avant de régner près de quarante ans sur Saint-François-de-Sales, dans la plaine Monceau (17^e arrondissement). Mais voilà : à partir de 1891, il donne à *La Croix* des articles incisifs signés sans équivoque Pierre l'Ermite. Le succès de sa prose accrocheuse, hachée de points d'exclamation ou de suspension est immédiat : il part en croisade contre les adversaires supposés de l'Église catholique, juifs, libres-penseurs, francs-maçons surtout, dont il fait l'âme de la République persécutrice. Le ton s'apaisera quelque peu ensuite, au rythme de l'amélioration du sort de l'Église dans la République, mais le fond restera identique : quelque trois mille chroniques de défense et illustration d'un catholicisme identitaire et populaire. En 1895, Pierre l'Ermite passe pour la première fois au roman : il en écrira une bonne vingtaine dans la même veine : une histoire simple, en forme de conte moral, où il fait l'apologie du don

de soi, qu'il s'agisse du sacerdoce ou de la famille. Ses romans connaissent eux aussi un grand succès et de multiples rééditions : plus de trois cent mille exemplaires pour les plus lus, ce qui fait de Pierre l'Ermite la lecture préférée des fidèles, les femmes surtout, loin devant Bordeaux, Bourget ou Mauriac.

Issu d'une thèse de doctorat, le livre d'Yves Poncelet retrace avec brio cette épopée éditoriale qui nourrit un catholicisme de masse et de combat, trop souvent oublié de l'historiographie au profit des avant-gardes intellectuelles ou militantes : de nombreuses et longues citations restituent la manière inimitable de Pierre l'Ermite. Rapidement, son nom devient un emblème pour une série de causes qu'il défend avec la même ardeur et le même acharnement : l'édification d'une église neuve sous le patronage de Sainte-Odile à la porte Champerrét par exemple. L'étoile de Pierre l'Ermite pâlit moins de sa collaboration à l'hebdomadaire pétainiste *Voix françaises*, pendant la Seconde Guerre mondiale, que de l'épuisement de ses thèmes favoris dans la France de la Reconstruction. Il n'en reste pas moins fidèle à ses lecteurs jusqu'à la veille de sa mort en 1959. D'une exceptionnelle longévité, il aura ainsi contribué à former l'opinion et le goût de quatre générations de catholiques. Grâce à la biographie maîtrisée et parfaitement documentée d'Yves Poncelet, l'histoire religieuse de la France contemporaine s'enrichit d'un pan de son histoire qui a trop souvent été occulté.

Étienne Fouilloux

COVA ANNE et DUMONS BRUNO (dir.), *Destins de femmes : religion, culture et société, France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Letouzey & Ané, 2010, 466 p., 38,40 €.

Sous un titre peu explicite, se cache un dictionnaire de 260 notices rédigées par un nombre impressionnant de spécialistes d'histoire religieuse, sociale et d'histoire des femmes. La préface d'Yves-Marie Hilaire et Jean-Marie Mayeur inscrit cet ouvrage dans la continuité du *Dictionnaire du monde religieux dans la France contempo-*

raïne (1985-2000), œuvre magistrale en dix tomes mais ne comportant qu'environ 10 % de notices consacrées aux femmes. Il s'agit donc, avec ce nouveau livre, de redonner une place à des actrices quelque peu oubliées, mais aussi de participer à la « vaste entreprise de rénovation de l'histoire du christianisme ». À travers les femmes, sont ainsi explorés les changements qui ont touché le champ religieux en France entre la fin de la Révolution française et Mai 68.

L'introduction d'Anne Cova et Bruno Dumons propose un point historiographique très complet à la croisée de l'histoire religieuse et de l'histoire des femmes. Ils montrent qu'avant les années 1990, l'histoire des femmes avait presque ignoré les pratiques religieuses féminines, tandis que l'histoire religieuse s'était principalement écrite au masculin. Le développement d'études sur l'action sociale et caritative des femmes, sur les engagements des protestantes ou des catholiques pour les droits des femmes ou encore les recherches sur les regroupements et organisations féminines confessionnelles ont changé la donne. Pour autant, l'histoire religieuse des femmes reste un champ peu exploré et, pour les initiateurs de ce dictionnaire, « le temps est [...] venu d'envisager la possibilité d'une histoire des femmes à partir des religions comme celle d'une histoire religieuse des femmes ». Plusieurs pistes sont envisagées : les destins de femmes interrogent notamment le pouvoir religieux, amènent à repenser l'évolution de la culture religieuse et en particulier du catholicisme qui serait passé du combat à la conciliation et à se concentrer sur la question de la transmission de la foi.

La démarche mise en œuvre est donc celle d'un « travail aux interfaces », qui se note également dans le choix des notices : l'ouvrage s'intéresse non seulement aux femmes investies dans le catholicisme ou dans d'autres religions, mais aussi aux militantes laïques et libres-penseuses. Au premier abord cet éclectisme peut surprendre. Quoi de commun entre Bernadette Soubirous, la féministe radicale Madeleine Pelletier ou encore Françoise Dolto et Germaine Poinot-Chapuis ? Cependant, l'introduction clarifie la démarche voulant élargir le spectre à toutes les

« femmes qui ont marqué le paysage religieux », afin d'analyser la multiplicité des rôles féminins. Ce sont les femmes catholiques qui sont le plus représentées avec 192 notices sur 260. Un tel échantillon permet d'observer la diversification des engagements catholiques féminins sur le temps long. Alors qu'au début du 19^e siècle la figure centrale est celle de la religieuse fondatrice de congrégation, à partir de la fin du siècle et surtout du 20^e siècle apparaissent d'autres figures comme la militante de mouvements laïques, syndicaux ou de partis démocrates-chrétiens. Les vingt-neuf femmes protestantes dont la vie est retracée ont, quant à elle, œuvré dans la philanthropie, la politique et le féminisme, ainsi que la pédagogie et l'enseignement. Les seize femmes juives évoquées sont engagées dans la philanthropie, l'enseignement, l'Université ou la théologie. Les femmes laïques, libres-penseuses ou anticlé-

ricales, sont au nombre de dix-huit et servent surtout de contrepoint pour évaluer la diversité des positionnements possibles.

Le critère de sélection ayant été le caractère novateur, ce dictionnaire fournit à la fois des éléments biographiques sur les personnalités méconnues et un éclairage religieux sur des destins de femmes connues. La bibliographie fournie à la fin de chaque notice et en fin d'ouvrage en font un outil facile d'utilisation, même si l'on peut regretter l'absence de la liste complète des personnalités qui s'y trouvent. Reste à espérer que les spécialistes d'histoire religieuse, d'histoire des femmes comme d'histoire sociale penseront à y puiser des informations d'autant plus précieuses que les biographies de femmes restent encore peu nombreuses.

Bibia Pavard